

POUR SCELLER UN RÉCHAUFFEMENT STRATÉGIQUE

SÁNCHEZ ATTENDU À ALGER LE 20 JUILLET

Page 5

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8531 LUNDI 6 JUILLET 2026
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

ORIENTATION SCOLAIRE

L'heure du grand choix

Page 24

JOURNÉE MARATHON DE TEBBOUNE À ALGER

LE GRAND BOND EN AVANT DES CHANTIERS PRÉSIDENTIELS

À l'occasion du 64e anniversaire de l'Indépendance et de la Fête de la Jeunesse, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a imprimé un coup d'accélérateur décisif au développement du pays. Logement massif, santé de pointe, souveraineté numérique et rayonnement culturel : retour sur une journée marathon d'inaugurations et de lancements stratégiques qui redessinent l'Algérie de demain. PAGE 3



SELON LES SCORES PROVISOIRES DES LÉGISLATIVES

Recul du FLN, progression du RND

Page 4

OPEP+

L'Algérie à plus d'un million de barils

Page 6

REMISE DE GRADES ET DE MÉDAILLES

L'ANP, pilier de l'Algérie nouvelle

Page 5

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

TIZI OUZOU

Plusieurs structures publiques inaugurées

À L'OCCASION de la célébration du 64e anniversaire de la fête de l'Indépendance nationale, dont les festivités s'étalent sur trois jours, la wilaya de Tizi Ouzou a arrêté un programme portant sur le lancement de plusieurs projets de développement et l'inauguration de structures publiques.
Pour la journée d'hier, dimanche 5 juillet, après le traditionnel recueillement au cimetière des Martyrs de M'douha, marqué également par un hommage exceptionnel rendu à cinq membres de la famille révolutionnaire, à savoir des veuves de moudjahidine et de chouhada ainsi qu'un ancien combattant de l'ALN, le wali, Abou Bakkar Essedik, à la tête des autorités civiles et militaires, a procédé à l'inauguration et à la mise en service du service des consultations médicales spécialisées en urologie.
Rattachée au Centre hospitalo-universitaire (CHU) de Tizi Ouzou, cette structure est implantée sur l'ancien site de l'EDIED. Elle vient répondre à une demande de toujours croissante en matière de soins spécialisés dans la région. Elle permettra, par conséquent, d'améliorer la prise en charge des patients, de réduire les délais d'attente pour les consultations spécialisées et de désengorger les autres services de l'établissement hospitalier grâce à des locaux réhabilités et spécifiquement dédiés aux pathologies urologiques.
Sur le plan des infrastructures de transport et de l'habitat, la station du téléphérique de M'douha a été officiellement baptisée du nom du martyr Gribissa Arezki. Après cette cérémonie, les autorités se sont aussitôt rendues à la Place des Martyrs, située à l'entrée ouest de la ville, pour se recueillir à la mémoire des chouhada.
La visite s'est poursuivie par la pose de la première pierre du projet de 100 logements promotionnels aidés (LPA), implanté au pôle d'excellence et destiné aux fonctionnaires du ministère de la Défense nationale. Les journées d'aujourd'hui et de demain seront, quant à elles, consacrées au développement des communes de la wilaya.
Dans le détail, la délégation conduite par le wali se rendra aujourd'hui à Bouzeguène pour procéder à l'inauguration de l'unité secondaire de la Protection civile, laquelle viendra renforcer le maillage de sécurité civile dans cette daïra. Dans la commune limitrophe de Yakouren, les autorités réceptionneront un nouveau groupe scolaire de type « D », baptisé du nom du martyr Nedir Lounas.
La visite se poursuivra à Azazga avec la mise en service du nouveau bloc des urgences de l'EPH et le lancement de 125 logements LPA au pôle urbain d'Imlal. Le lendemain, la délégation se rendra à Bounouh pour la réouverture du stade municipal, à Tadmaït pour l'inauguration d'un complexe industriel privé de transformation alimentaire, avant de clôturer la tournée à Sidi Namane avec la pose de la première pierre d'un programme de 100 logements publics locatifs (LPL).

Saïd Tissegouine

TACHERIFT SALUE LES SACRIFICES DES CHOUHADA ET DES MOUDJAHIDINE :

«L'héritage de la Révolution demeure notre boussole»

Soixante-quatre ans après le recouvrement de la souveraineté nationale, l'Algérie continue de puiser sa force dans la mémoire de sa glorieuse Révolution. A l'occasion de cette commémoration, le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Abdelmalek Tacherift, a rendu un vibrant hommage aux chouhada et aux moudjahidine, rappelant que leur sacrifice demeure le socle de l'unité nationale et de l'édification du pays.



En cette circonstance, le ministre a rappelé que l'Algérie célèbre « le 64e anniversaire de son indépendance, le jour où les hordes de l'odieux colonialisme se sont retirées de notre chère patrie, dans l'humiliation, portant les stigmates de la défaite ». Une page d'histoire, a-t-il souligné, écrite au prix du sacrifice de femmes et d'hommes profondément attachés à leur patrie et résolus à lui rendre sa liberté.
« Le peuple algérien est demeuré sur la voie du sacrifice, payant un lourd tribut jusqu'à ce que le colonialisme brutal se plie et se soumette à la volonté de notre peuple révolutionnaire », a-t-il affirmé.
Par ailleurs, le ministre a déclaré que l'Algérie indépendante s'est employée à transformer l'héritage de la Révolution en socle de construction nationale. « Cet anniversaire éclaire le chemin parcouru par l'Algérie pour consolider son immunité nationale, en resserrant les mailles de l'unité nationale, en confortant les fondations de l'Etat et en bâtissant le présent des citoyens sans perdre de vue l'avenir des générations futures », a-t-il soutenu.
Evoquant la conjoncture actuelle, il a indiqué que l'Algérie, sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, poursuit une nouvelle étape de son développement, portée par l'ambition de relever les défis. Une démarche qui, selon lui, repose sur la consolidation des acquis de l'Etat, la poursuite du développement et le renforcement des facteurs de stabilité.
Dans le même élan, Tacherift a estimé que le pays poursuit son évolution sur la voie d'une « Algérie victorieuse », fidèle à ses principes et à ses référents, tout en œuvrant à « l'enracinement d'une citoyenneté fondée sur le renforcement du tissu social et institutionnel ». Ces déclarations ont été faites lors d'une conférence organisée au Musée national du moudjahid, au pied du Monument aux martyrs, en présence de membres du gouvernement et de nombreuses personnalités. En marge de cette rencontre, le ministre a inauguré un guide numérique par QR code ainsi qu'une plateforme numérique multilingue destinés à faciliter l'accès aux collections et aux services du musée, dans le but de valoriser la mémoire nationale et de soutenir la recherche académique.

Khalil A.

BÉJAÏA

L'aube de la liberté

LE 5 JUILLET 1962 reste à jamais gravé dans les mémoires, le jour où l'Algérie a brisé ses chaînes. A Béjaïa et tout le long de la mythique vallée de la Soummam, terre de résistance et berceau du Congrès historique de 1956, cette journée n'a pas été une simple date sur un calendrier. Ce fut une explosion de vie, un séisme d'émotions brutes après 132 ans de nuit coloniale et sept longues années de guerre.
Dès l'aube, la brise marine du golfe de Béjaïa s'est mêlée aux clameurs d'une foule immense. La population des quartiers populaires et de la vieille ville est descendue dans les rues comme un seul homme. Les visages, marqués par les privations et le deuil, se sont illuminés d'un sourire nouveau : celui de la liberté.
Les drapeaux, cousus en secret pendant des mois, dans la peur de la répression, ont fleuri à chaque balcon, sur chaque capot de voiture et entre les mains des jeunes comme des enfants. Du haut des terrasses et des balcons, les femmes lançaient des youyous stridents et interminables, brisant le silence de plomb des années de guerre, racontent nos parents et nos grands-parents. C'était le chant de la victoire, mais aussi un hommage vibrant aux martyrs (chouhada).
Les survivants embrassaient les moudjahidine descendus des maquis environnants, encore vêtus de leurs lourdes tenues de combat, accueillis en héros. Si la ville de Béjaïa vibrait au rythme des klaxons et des chants, la vallée de la Soummam, d'El-Kseur à Akbou, offrait un spectacle tout aussi saisissant et profondément solennel. Cette vallée, qui avait payé un tribut de sang inimaginable lors des opérations militaires coloniales, notamment durant le plan Challe, exultait enfin. Dans chaque village accroché aux flancs du Djurdjura ou des Babors, les tambours résonnaient. Les anciens, les larmes aux yeux, regardaient cette jeunesse qui n'allait plus connaître la peur du couvre-feu ni celle des ratissages.
C'était une communion parfaite entre la nature majestueuse de la Kabylie et l'âme d'un peuple enfin libéré. La Soummam, qui avait tracé les lignes directrices de la Révolution lors du Congrès de 1956, voyait son sacrifice enfin couronné de succès.
L'ambiance du 5 juillet 1962 à Béjaïa ne se résumait pas à une fête insouciante. C'était un mélange unique de joie immense et de dignité empreinte de douleur. Au milieu des danses et des chants patriotiques, les familles brandissaient les portraits de leurs disparus. On pleurait un fils, un père, une sœur, tout en célébrant la naissance d'une nation.
Les places publiques étaient devenues des espaces de fraternité où chacun partageait le peu qu'il possédait : quelques dattes, de l'eau fraîche et des sourires. Ce jour-là, les barrières sociales s'étaient effacées. Il n'y avait plus qu'un seul peuple, debout, fier et maître de son destin.

N. Bensalem

MÉDÉA

Un toit à près de 3 000 familles

LA CÉLÉBRATION du 64e anniversaire de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale a été marquée par une cérémonie de recueillement à la mémoire des martyrs de la glorieuse Révolution de Libération, au cimetière des Chouhada, avec le dépôt d'une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative, la levée des couleurs nationales et l'exécution de l'hymne national.
Ont pris part à cette cérémonie le wali de Médéa, Djilali Doumi, accompagné du président de l'APW, des parlementaires des deux Chambres, des autorités civiles et militaires, des membres de la famille révolutionnaire, ainsi que des représentants de la société civile, du mouvement associatif et de la jeunesse.
La célébration du recouvrement de l'Indépendance a également été marquée par une allocution prononcée par le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Fouad Chahouati, qui a rappelé les sacrifices consentis par le peuple algérien pour recouvrer sa souveraineté et mettre fin à une longue nuit coloniale.
À cette occasion, 2 969 logements, toutes formules confondues, ont été distribués lors d'une cérémonie organisée à la salle de conférences de la bibliothèque principale de Médéa, sous la présidence du wali, en présence des bénéficiaires venus de plusieurs communes de la wilaya.
Dans son intervention, le wali a salué les efforts de l'État pour résorber la crise du logement et offrir des conditions de vie décentes aux citoyens. « Le nombre de bénéficiaires continue d'augmenter et le parc immobilier se renforce d'année en année grâce aux programmes de réalisation de milliers de logements, toutes formules confondues, répartis à travers le territoire de la wilaya », a-t-il déclaré. Il a ajouté : « Des réalisations et des avancées similaires sont enregistrées dans différents domaines, tant sur les plans politique, économique et social qu'en matière d'aménagement du territoire. Elles permettent à notre pays de relever les défis du monde actuel et d'être à la hauteur des attentes des citoyens ainsi que des aspirations des générations montantes. »

Nabil B.

CÉLÉBRATIONS DU 5 JUILLET

Le grand bond en avant des chantiers présidentiels

À l'occasion du 64e anniversaire de l'Indépendance et de la Fête de la Jeunesse, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a imprimé un coup d'accélérateur décisif au développement du pays. Logement massif, santé de pointe, souveraineté numérique et rayonnement culturel : retour sur une journée marathon d'inaugurations et de lancements stratégiques qui redessinent l'Algérie de demain.

Près de 180 000 logements attribués, un pôle urbain d'envergure inauguré, un hôpital pédiatrique de référence mondiale ouvert, des projets de recherche de pointe lancés et une infrastructure numérique majeure dévoilée. Le 5 juillet 2026 restera comme une date charnière. Le chef de l'Etat a consacré cette journée hautement symbolique à une série d'inaugurations d'envergure, matérialisant sur le terrain les priorités socio-économiques de l'État.

Le temps fort de ce périple présidentiel s'est déroulé au cœur de la nouvelle ville de Sidi Abdellah. C'est là que le chef de l'État a donné le coup d'envoi officiel de la méga-opération nationale de distribution de logements pour l'année 2026. Au total, ce sont 179 168 logements et aides à l'habitat qui sont injectés à travers l'ensemble des wilayas du pays, répondant ainsi avec force à une demande sociale toujours soutenue.

Dans le détail, cette distribution massive se compose de 42 520 logements publics locatifs (LPL), de 11 914 logements en location-vente (AADL), de 9 975 logements promotionnels aidés (LPA) et de 7 353 logements promotionnels libres (LPL). À ce bilan s'ajoutent 76 423 aides à l'habitat rural ainsi que 30 983 décisions d'octroi d'aides pour les lotissements sociaux, confirmant le caractère inclusif de la politique résidentielle du gouvernement.

En parallèle, le Président a inauguré le tout nouveau pôle urbain Ahmed Taleb Ibrahimi à Rahmania, au sein de la nouvelle ville de Sidi Abdellah. Déployée sur près de 120 hectares, cette nouvelle cité compte 10 507 logements répartis en vue d'offrir un cadre de vie intégré. Pensé comme un espace complet, le quartier n'oublie pas les infrastructures scolaires et administratives, les commerces, les espaces verts, ainsi que les équipements sportifs et de loisirs.



Plus tôt dans la matinée, Abdelmadjid Tebboune avait également inauguré le nouveau siège du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire à Dely Ibrahim. Ce complexe de 2,5 hectares est dominé par une tour monumentale de 122 mètres de hauteur répartie sur 24 étages. L'édifice est doté d'un observatoire panoramique à 360 degrés, d'un parking souterrain de 450 places, de technologies de dernière génération et d'un système de protection antisismique de pointe.

SANTÉ ET RECHERCHE : UN BOND EN AVANT POUR LA MÉDECINE DE POINTE

La santé publique et l'innovation scientifique ont constitué l'autre volet majeur de cette journée. À Mahelma, le chef de l'État a inauguré l'Établissement hospitalier spécialisé Omar-Boudjellab, dédié aux maladies et à la chirurgie cardiaque pédiatrique.



Conçu pour devenir le futur centre national de référence dans sa spécialité, cet hôpital de 22 000 m² dispose de 80 lits. L'investissement est à la mesure des ambitions avec plus de 5 milliards de dinars pour la réalisation et 2,5 milliards de dinars alloués aux équipements médicaux de pointe. Ses sept services spécialisés couvrent désormais l'intégralité du parcours de soins, du diagnostic jusqu'aux interventions chirurgicales complexes.

Le site intègre également un pôle d'excellence dédié à la formation et à la recherche scientifique. Grâce à un amphithéâtre de 170 places, des salles d'enseignement et une bibliothèque moderne, l'établissement est calibré pour former la future élite de la cardiologie pédiatrique.

Dans la même dynamique technologique, le Président a posé à Rahmania la première pierre de l'Institut algérien de thérapie cellulaire et génique. Ce futur hub scientifique sera entièrement dédié au développement des biothérapies, de la médecine régénérative et des biotechnologies à travers des laboratoires de recherche, des unités de soins et des espaces de formation.

NUMÉRIQUE ET CULTURE : CAP SUR LA MODERNITÉ

La transition vers la modernité administrative a été marquée par l'inauguration, en matinée, du Centre national algérien des services numériques.

Cette infrastructure stratégique est appelée à devenir le moteur de la transformation digitale de l'administration publique et du déploiement des services numériques aux citoyens.

Enfin, la tournée présidentielle s'est clôturée à Ouled Fayet par le lancement officiel du chantier d'une future salle de spectacles de 10 000 places. Édifié sur une emprise de 60 000 m², ce complexe culturel d'envergure est parfaitement calibré pour accueillir les grands événements artistiques et institutionnels du pays.

À travers ce marathon d'inaugurations, le président de la République a transformé la symbolique du 5 Juillet en un puissant vecteur d'avenir. Du logement à la haute technologie médicale, en passant par le numérique et la culture, ces réalisations concrétisent la trajectoire de développement engagée par l'État, avec un objectif central : élever durablement le cadre de vie des Algériens.

Sihem Bounabi

CENTRE NATIONAL DES SERVICES NUMÉRIQUES

Le cœur digital de l'État prend vie

LE CENTRE national algérien des services numériques, première infrastructure numérique souveraine de ce type en Algérie, a été inauguré hier, à Mohammadia (Alger), par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion des célébrations du 64e anniversaire de la Fête de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale. Cette réalisation stratégique reflète l'engagement de l'Etat en faveur du renforcement de sa souveraineté numérique et du développement d'une infrastructure moderne et sécurisée.

Conçu pour héberger les données sur le territoire national, le Centre constitue un pilier de la transformation numérique en Algérie. Il garantit la continuité des services numériques, favorise l'interopérabilité entre les différents secteurs et contribue à améliorer l'efficacité du service public au bénéfice des citoyens. La cérémonie d'inauguration a eu lieu en présence de la haut-commissaire à la numérisation Meriem Benmouloud, ainsi que d'autres hauts responsables.

Réalisé conformément aux normes internationales les plus récentes en matière de construction, de sécurité et d'exploitation des données, le Centre national algérien des services numériques comprend deux centres de données nationaux implantés dans les wilayas d'Alger et de Blida. Fonctionnant selon un mode d'exploitation assurant une continuité de service sans interruption, il offre un taux de disponibilité de 99,98 %, une synchronisation instantanée des données ainsi que des mécanismes de reprise après incident. Il assure également la gestion des incidents et des problèmes techniques.

A travers cette réalisation stratégique, l'Algérie réaffirme sa volonté de faire de la souveraineté numérique un axe majeur de sa politique de modernisation. En se dotant d'une infrastructure nationale dédiée à l'hébergement et à la gestion des données, le pays renforce sa capacité à sécuriser ses ressources numériques, à garantir la continuité des services publics et à accompagner l'accélération de la transformation numérique dans différents secteurs.

Fruit d'un partenariat entre l'Algérie et le groupe chinois Huawei, le Centre de données de Mohammadia a récemment obtenu la certification internationale Tier III Design délivrée par l'Uptime Institute, attestant de sa conformité aux standards internationaux en matière de conception des infrastructures numériques. Conçu à partir des technologies de serveurs, de stockage et de réseau développées par Huawei, ce Data Center a pour objectif de renforcer la souveraineté numérique de l'Algérie, de moderniser les services publics, de mettre en place une base nationale de données et un cloud national, tout en favorisant le transfert de technologies et la formation des compétences locales dans les domaines du cloud et de l'intelligence artificielle.

Parallèlement au Centre national algérien des services numériques, l'Algérie poursuit le développement de ses infrastructures de données à travers plusieurs projets structurants. Inauguré en février 2023, le Data Center de Constantine, exploité par Algérie Télécom, met à la disposition des entreprises et des acteurs économiques de la région une plate-forme cloud sécurisée. Deux ans plus tard, en mars 2025, un Data Center entièrement dédié à l'intelligence artificielle a été mis en service à Oran afin de soutenir la stratégie nationale de transformation numérique.

Le secteur s'appuie également sur plusieurs opérateurs de télécommunications et hébergeurs privés qui proposent des services de colocation, de serveurs dédiés et de cloud, à l'instar de Iconsnet, l'un des pionniers du marché algérien, qui exploite deux centres de données, à Alger et à Oran, proposant des services de cloud computing et de sauvegarde externalisée. Ou encore Adex Cloud, implanté à Sidi Abdellah, qui met à disposition des infrastructures locales d'hébergement cloud certifiées.

L'inauguration par le président de la République du Centre national des services numériques atteste ainsi du grand intérêt qu'il accorde à la souveraineté et à la sécurité numérique.

Rim Boukhari

MÉDÉA
Les partis font jeu égal

LE RÉSULTAT des urnes pour l'élection des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) a réservé quelques surprises aux formations politiques traditionnelles, habituées à dominer les scrutins. Elles enregistrent une baisse sensible de leur audience populaire. La compétition entre les candidats des 14 listes en lice dans la wilaya de Médéa, dont 12 listes partisanes, pour les six sièges à pourvoir à l'APN, a abouti à un nouvel équilibre politique local. Les partis FLN, MSP, RND, El Bina, PRA et El Moustaqbal obtiennent chacun un siège. Dans la wilaya déléguée de Ksar El Boukhari, les listes du FLN, du MSP et du RND décrochent également un siège chacune à la future Assemblée populaire nationale. Selon les observateurs, le scrutin s'est déroulé dans de bonnes conditions et n'a été entaché d'aucune irrégularité, permettant aux électeurs comme aux représentants des partis de voter et de suivre les opérations dans un climat serein. En revanche, la faible affluence a une nouvelle fois marqué cette échéance, malgré les appels des autorités et des candidats à une participation plus importante. Une tendance confirmée par les taux de participation enregistrés tout au long de la journée. Le coordinateur de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Fouad Hadj Mahdi, a indiqué que tous les moyens avaient été mobilisés pour assurer le bon déroulement du scrutin, avec 324 centres de vote et 1 150 bureaux destinés à accueillir un corps électoral de 393 392 inscrits. Dans la wilaya déléguée de Ksar El Boukhari, 139 centres de vote et 510 bureaux ont été ouverts pour un corps électoral de 165 863 inscrits, selon le coordinateur local de l'ANIE, Khaled Keriati. Le wali de Médéa, Djilali Doumi, a accompli son devoir électoral au CEM Bachir Ibrahimi, tandis que le wali délégué de Ksar El Boukhari, Hamid Khelfane, a voté dans un établissement scolaire du centre-ville.

Nabil B.

SELON LES SCORES PROVISOIRES DES LÉGISLATIVES

RECUL DU FLN, PROGRESSION DU RND

Pas de surprise ni de bouleversement de la carte politique au sein du futur Parlement à l'issue des élections législatives. C'est le second enseignement de ce vote, après celui de la confirmation de la persistance du phénomène de l'absentéisme, dont le taux a augmenté encore une fois. D'ailleurs, certains analystes pensent que c'est le faible taux de participation (moins de 21 %) qui a empêché l'émergence d'une nouvelle configuration du paysage politique national.



Bien qu'il faille attendre la confirmation officielle des résultats par la Cour constitutionnelle et la validation ou pas des recours, certaines informations émanant de l'Autorité indépendante des élections et des partis politiques confirment l'arrivée en tête du parti du Front de libération nationale, suivi du Rassemblement démocratique national, du Front El Moustakbel et du MSP.
Au sein du FLN, des cadres militants avancent le chiffre d'une centaine de sièges, bien que certaines sources médiatiques parlent de 84 sièges remportés, soit une perte conséquente par rapport aux résultats des législatives de 2021. Malgré ce recul, ce score permettra au FLN de maintenir sa suprématie sur les structures de la Chambre basse du Parlement, notamment la présidence, le bureau et ses vice-présidents, ainsi que certaines commissions importantes.
Selon les mêmes informations, c'est le RND qui a été le grand vainqueur de ces élections, réalisant une grande avancée en gagnant plus de vingt sièges. Un résultat qui lui permet de se coller juste derrière le FLN et maintenir sa place comme deuxième force politique du pays, alors qu'il s'était classé quatrième en 2021.
Selon les chiffres dévoilés, le RND aurait obtenu 70 sièges, alors qu'El Mostakbel arrache la troisième place devant le MSP. Ce dernier parti aurait déposé plusieurs recours, espérant invalider certains résultats et gagner ainsi au moins cinq sièges, selon des estimations internes. Le mouvement El Bina a, pour sa part, grandement reculé, en raison certainement de l'absence de sa liste dans la wilaya d'Alger.
De son côté, le Front des forces socialistes aurait obtenu une quinzaine de sièges, suivi du Sawt El Chaab. Un score qui permet, selon le règlement intérieur de l'APN, de constituer un groupe parlementaire.
Avec quatre ou cinq sièges, le RCD revient à l'APN tout comme d'autres formations, comme le Jil Jadid (2 sièges), le Parti des travailleurs (3 sièges également) ou le Front de la justice et du développement (3 sièges).
Il est clair que le réexamen des recours déposés par les partis politiques pourrait modifier les résultats officieux dévoilés pour le moment. La possibilité est retenue après l'expérience des législatives de 2021, au cours desquelles le FLN et d'autres partis ont perdu de nombreux sièges, et ce au profit d'autres candidats. Il convient de noter que les grands perdants de ces législatives sont les indépendants, dont les 125 listes n'ont pas réalisé le score surprenant des législatives de 2021, quand ils sont devenus la seconde force politique du pays.
En attendant l'annonce officielle des résultats, ces scores provisoires ne vont pas chambouler la carte politique. Même la composition du gouvernement ne devrait pas connaître de changement majeur. L'Exécutif sera certainement maintenu. Selon la Constitution, le président de la République nomme un Premier ministre si une majorité présidentielle se dégage, ou à défaut un chef de gouvernement.

Mohamed K.

TIZI OUZOU
Le FFS l'emporte, le FLN hors course

LES RÉSULTATS des élections législatives à Tizi Ouzou confirment le maintien du FFS comme première force politique de la wilaya, malgré un contexte marqué par l'émergence des listes indépendantes et une prise de distance croissante des électeurs vis-à-vis des partis traditionnels. Le Front des forces socialistes (FFS), même s'il a perdu la crédibilité et la puissance qu'on lui connaissait autrefois, a quand même réussi à arracher la première place du podium en décrochant trois sièges. Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a obtenu deux sièges. Le groupe indépendant Assirem en a obtenu, également, deux. Le Rassemblement national démocratique (RND), Nida El Watan et le groupe indépendant Tagmat ont obtenu un siège chacun. Quant au plus vieux parti, le Front de libération nationale (FLN), il n'en a obtenu aucun, à la surprise générale. La deuxième surprise est venue du côté du RCD. En effet, c'est ce parti qui a mené de loin la meilleure campagne et c'est encore ce parti qui a suscité la plus grande adhésion populaire.

Saïd Tissegouine

BEJAIA

Une victoire en demi-teinte pour le FFS

LES URNES ont rendu leur verdict à Béjaïa. Dans un climat empreint de calme, mais marqué par une forte désaffection citoyenne, les élections législatives ont redessiné les contours de la scène politique locale. Si le scrutin consacre le retour aux affaires du RCD après une longue éclipse, il confirme surtout la crise de la participation, qui fragilise la légitimité des nouveaux élus.
Le Front des forces socialistes (FFS) sauve les meubles et s'empare de la première place. Avec 18 122 voix, le parti historique fondé par feu Hocine Aït Ahmed s'adjuge trois des neuf sièges de la wilaya. C'est un trio d'expérience qui prend le chemin de l'APN : Bachir Barket (président de l'APW), Azzedine Aïssaoui (vice-président de l'APW) et Abdenour Derguini, ancien sénateur. Pourtant, ce succès a un goût amer. Derrière cette première place se cache une érosion continue de l'électorat du plus vieux parti d'opposition. En 2012, le FFS régnait sans partage avec sept sièges sur onze. En 2017, la dynamique fléchissait déjà avec quatre sièges. Aujourd'hui, il n'en conserve plus que trois.
Un repli directement lié à l'abstention massive qui s'enracine dans la région. Après sept ans de boycott et d'absence des urnes, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) réussit son pari, certes modestement, en décrochant deux sièges. La formation sera représentée par l'universitaire Aïssa Merah et le cadre du parti Mohamed Labdouci.
Les quatre sièges restants se répartissent entre les autres formations en lice. L'ex-alliance présidentielle grappille du terrain : le FLN et le RND obtiennent chacun un siège, revenant respectivement à Naïm Boudjemline et Touhami Bourdjihane.
Les listes indépendantes confirment, quant à elles, leur rôle de trouble-fête. Assirem Béjaïa envoie Farid Brahimi à l'Assemblée populaire nationale, tandis que la liste Tadukli (Union), portée par une dynamique locale, propulse Fouad Haddad, actuel président de l'APC d'Amalou.
Ce paysage politique éclaté efface l'anomalie du scrutin de juin 2021, au cours duquel le FLN, profitant du boycott général des principales forces politiques, avait raflé huit des neuf sièges de la wilaya.
Par ailleurs, une tendance lourde se dégage de ce scrutin : la majorité des nouveaux élus sont originaires de l'est de la wilaya. Sur les réseaux sociaux, les critiques fusent. Beaucoup dénoncent un retour du «tribalisme» et des logiques de clans géographiques, un réflexe que les partis traditionnels n'ont pas su, ou pas voulu, dépasser lors de la constitution de leurs listes.
Sur le plan logistique, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) avait pourtant déployé d'importants moyens pour encadrer ce scrutin, auquel participaient quatorze listes. Au total, 511 centres de vote, plus de 1 700 bureaux de vote et près de 15 000 agents ont été mobilisés.
S'agissant du taux de participation, il s'est établi à 14,98 %. Sur plus de 562 000 électeurs inscrits, à peine 75 000 ont glissé un bulletin dans l'urne.
Cette abstention record demeure le principal enseignement de ces élections. A Béjaïa, le premier «parti» reste, de très loin, celui des abstentionnistes, dont le poids continue d'interroger la représentativité de la nouvelle députation.

N. Bensalem

ANNONCÉ POUR LE 20 JUILLET

Sanchez à Alger pour sceller un réchauffement stratégique

Le président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, effectuera une visite officielle cruciale en Algérie le 20 juillet, un déplacement qui marque la consécration d'un réchauffement stratégique dans les relations bilatérales amorcé depuis 2024. C'est ce que rapporte le quotidien espagnol El Objectivo citant des sources gouvernementales à Madrid.

La dernière visite du chef de l'exécutif espagnol dans la capitale algérienne remonte aux 7 et 8 octobre 2020, une époque singulière où, en pleine pandémie de Covid-19, les relations de l'Espagne étaient paradoxalement bien meilleures avec Alger qu'avec Rabat.

Reçu en audience solennelle par le président algérien Abdelmadjid Tebboune, Pedro Sánchez ne fera pas le voyage seul. Il sera accompagné d'une délégation de haut niveau comprenant Sara Aagesen, la troisième vice-présidente du gouvernement et ministre de la Transition écologique, ainsi qu'un autre membre clé de son cabinet ministériel. Ce déplacement symbolise la volonté partagée des deux pays d'engager un partenariat solide. L'Espagne a été l'invitée d'honneur de la Foire Internationale d'Alger qui a eu lieu du 21 au 27 juin dernier.

Ce retour au sommet a été patiemment préparé en amont par une reprise progressive des contacts de haut niveau. Le premier signal fort de normalisation a été initié par le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, dont la visite de travail en Algérie a permis de relancer les canaux diplomatiques officiels et de poser les jalons politiques de ce réchauffement.

Auparavant, l'ex-ministre de l'Intérieur Brahim Merad s'est rendu à Madrid pour des séances de travail cruciales, tandis que son homologue, le ministre espagnol de l'Intérieur, Fernando Grande Marlaska a fait le déplacement inverse à Alger. Ces échanges croisés ont pleinement acté la volonté des deux capitales de restaurer leurs mécanismes de confiance.

Au cœur de cette refonte des relations bilatérales, la réactivation de la coopération sécuritaire s'impose comme une urgence absolue. Après une période de flottement liée à la crise, Alger et Madrid réengagent pleinement leurs services. Cette reprise se traduit d'abord par un renforcement de la lutte contre le terrorisme, via le partage de



renseignements opérationnels sur les réseaux actifs dans la région sahélo-saharienne. Elle englobe également le combat contre le trafic transfrontalier, visant le démantèlement des filières de criminalité organisée qui vont du trafic de drogue à la contrebande d'armes.

COOPÉRATION MIGRATOIRE ET RECOUVREMENT DES BIENS DÉTOURNÉS

La gestion des flux migratoires redevient une priorité majeure. La crise diplomatique avait brisé une coopération autrefois exemplaire, entraînant une suspension des expulsions par Alger et provoquant une hausse des flux migratoires irréguliers vers les îles Baléares et Alicante. Actuellement, la pression sur les consulats espagnols d'Alger et d'Oran, combinée à l'annonce de régularisations massives en Espagne, a provoqué de fortes tensions, forçant les autorités consulaires à rétablir un système strict de prise de rendez-vous obligatoire via le prestataire BLS pour endiguer le marché noir des créneaux. Sánchez espère rétablir les mécanismes de contrôle conjoints, prouvant que ce voyage pose les jalons d'un partenariat global.

Un autre dossier d'une importance politique capitale pour Alger s'est invité à la table des négociations, à savoir le recouvrement des biens et des fonds algériens détournés issus de la corruption et localisés sur le territoire espagnol.

Dans le cadre d'une coopération judiciaire considérablement renforcée, les ministères de la Justice des deux pays intensifient désormais leurs échanges techniques à travers l'émission de commissions rogatoires, le gel des avoirs et des saisies immobilières ciblées. Pour le gouvernement algérien, l'obtention d'un soutien franc et actif de la justice espagnole pour traquer et rapatrier ces actifs financiers et immobiliers constitue une condition majeure de la durabilité de ce nouveau partenariat stratégique.

Au cœur des discussions de haut niveau figurera également le partenariat énergétique, un pilier structurel inébranlable qui a survécu aux pires turbulences politiques. La présence hautement stratégique de Sara Aagesen, ministre de la Transition écologique et de l'Énergie, confirme que Madrid considère Alger non seulement comme son principal fournisseur de gaz naturel à travers les infrastructures sous-marines, mais aussi comme un allié indispensable pour la transition vers les énergies renouvelables et l'hydrogène vert.

L'Algérie, forte de ses capacités de production et de sa résilience logistique, demeure le garant de la sécurité énergétique de la péninsule ibérique. En dépêchant sa ministre, Sánchez entend consolider les accords d'approvisionnement à long terme et jeter les bases de nouveaux investissements conjoints.

Majda Khellaf

REMISE DE GRADES ET DE MÉDAILLES

L'ANP, pilier de l'Algérie nouvelle

COÏNCIDANT avec les célébrations du 64e anniversaire de l'indépendance et du recouvrement de la souveraineté nationale, une cérémonie de remise de grades et de médailles au profit de cadres de l'Armée nationale populaire (ANP) a été présidée, avant-hier, par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Prenant la parole à cette occasion, le général d'armée Saïd Chanegriha a réitéré l'attachement de l'institution militaire à son héritage historique ainsi qu'à ses missions constitutionnelles. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

Le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'ANP, a supervisé la remise des grades. Plusieurs officiers ont ainsi été promus, notamment des généraux élevés au grade de général-major, des colonels promus au grade de général, ainsi que des officiers supérieurs ayant bénéficié d'avancements dans leurs grades respectifs. Des médailles ont également été décernées à de nombreux cadres militaires et personnels civils en reconnaissance de leurs services, précise la même source.

A cette occasion, Chanegriha a prononcé a déclaré que cette cérémonie, organisée au cœur des célébrations de la Fête de l'indépendance, traduit le lien profond qui unit l'Armée nationale populaire (ANP), digne héritière de l'Armée de libération nationale (ALN), à l'histoire du pays et à son riche héritage révolutionnaire.

«Cette date historique demeurera une source d'inspiration pour notre armée, qui continuera à s'acquitter de ses missions constitutionnelles sous la haute direction du président de la République, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, dans l'esprit de ses convictions républicaines, ainsi que des fondements de la glorieuse révolution du 1er Novembre et des valeurs de ses vaillants chouhada», a déclaré le général d'armée.

Il a ajouté : «C'est dans l'esprit de ce lien éternel et à la faveur de la politique éclairée de Monsieur le président de la République que l'Algérie nouvelle et victorieuse a su, avec confiance, détermination et souveraineté dans ses positions comme dans ses décisions, tracer les contours d'un avenir prometteur et occuper la place qui lui revient de droit au sein de la communauté des nations, où elle s'est imposée comme un partenaire international fiable, un acteur de la stabilité régionale et un pôle de rayonnement géopolitique».

«Au sein de l'ANP, nous sommes déterminés à unir nos efforts à ceux des hommes patriotes de tous les secteurs afin de contribuer activement à cette dynamique de renouveau, à travers la création des conditions de sécurité nécessaires à l'amorce de la relance économique escomptée. Nous œuvrons également à la poursuite du développement des fabrications militaires, dont l'apport à la diversification du tissu industriel national est indéniable», a soutenu Chanegriha.

Khalil Aouir

ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DE L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

Nasri plaide pour un ordre international plus juste

DEPUIS le Caire, où se tiennent les travaux de la 19e session de l'Assemblée parlementaire de l'Union pour la Méditerranée (AP-UpM), le président du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a défendu, hier, l'image d'une Algérie engagée dans le renforcement de ses institutions, la diversification de son économie et la promotion de la paix.

Dans son allocution lue par le vice-président du Conseil de la nation et chef de la délégation parlementaire, Salah Rekik, Azouz Nasri a affirmé que l'Algérie poursuit «son parcours de développement et de renouveau grâce à ses jeunes compétences», mettant en avant les transformations engagées sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Le président de la Chambre haute a particulièrement insisté sur «l'enracinement de la véritable pratique démocratique» en Algérie, à travers le renforcement de l'État de droit et des institutions, conformément aux engagements du chef de l'État. À ce titre, il est revenu sur les élections législatives du 2 juillet, rappelant que les Algériens ont choisi leurs représentants à l'Assemblée populaire nationale «en toute liberté, dans la transparence et l'intégrité», sous la supervision de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Un scrutin intervenu, a-t-il souligné, à quelques jours seulement de la célébration du 64e anniversaire de l'Indépendance et du Recouvrement de la souveraineté nationale, un symbole fort de la continuité institutionnelle du pays. Pour Nasri, cette commémoration rappelle avant tout «les immenses sacrifices consentis par le peuple algérien» pour bâtir un État souverain, stable et doté d'institutions solides. Il a affirmé que l'Algérie demeure attachée à son indépendance de décision tout en restant ouverte à la coopération avec ses partenaires, notamment dans l'espace méditerranéen, afin de promouvoir la prospérité commune et de contribuer à l'émergence d'un ordre international «plus juste».

Le président du Conseil de la nation a également mis en lumière les mutations économiques engagées par l'Algérie. Selon lui, le pays est résolument engagé dans une transition vers une économie diversifiée reposant sur la numérisation, les nouvelles technologies, les énergies renouvelables et l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle. Une stratégie qui, a-t-il insisté, place la jeunesse au cœur des priorités nationales, la considérant comme «la richesse la plus précieuse» pour construire l'avenir.

Sur le plan international, Nasri a appelé à une diplomatie plus active au service de la paix et du règlement des conflits. Réaffirmant le soutien de l'Algérie à la cause palestinienne et à la solution à deux États avec Al-Qods pour capitale, il a également renouvelé l'appui du pays aux États arabes victimes d'agressions, tout en condamnant toute atteinte à leur souveraineté et à leur intégrité territoriale.

Aymen D.

L'OPEP+ AUGMENTE SES QUOTAS DE PRODUCTION

L'Algérie dépasse le cap de 1 million de barils par jour

Comme avancé par des spécialistes, les sept pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés non membres formant l'Opep+ ont décidé hier de relever à nouveau leurs quotas de production de pétrole de 188 000 barils/jour dès août prochain, soit une hausse similaire à celle convenue les derniers mois. Pour l'Algérie, la production sera relevée de 6 000 barils/jour, pour atteindre 1,001 million de barils/jour à partir du mois prochain.



Réunis hier par visioconférence, l'Algérie et les six autres pays de l'Opep+, qui appliquent des réductions volontaires depuis 2023, ont décidé d'une nouvelle hausse collective de leur production de l'ordre de 188 000 barils de pétrole par jour à compter du mois d'août prochain, tout en réaffirmant leur engagement à adopter une approche prudente afin de préserver la stabilité du marché, a indiqué un communiqué du ministère algérien des Hydrocarbures, précisant que ministre du secteur, Mohamed Arkab, a pris part à cette réunion.

Cette décision prise lors de cette réunion ministérielle regroupant ces sept pays, à savoir l'Algérie, l'Arabie Saoudite, l'Irak, le Kazakhstan, le Koweït, Oman et la Russie, a été prise sur fond de signaux encourageants concernant la navigation dans le détroit d'Ormuz, selon les observateurs, au moment où les cours du pétrole sont revenus à des niveaux comparables à ceux d'avant la guerre menée contre l'Iran.

Une hausse qui s'inscrit dans le cadre de la reprise progressive des ajustements volontaires supplémentaires annoncés en avril 2023, a indiqué le ministère des Hydrocarbures, notant que le niveau de production requis pour l'Algérie sera relevé de 6 000 barils/jours pour atteindre 1,001 million de b/j au cours du mois d'août prochain.

De son côté, l'Opep a indiqué, dans un communiqué publié sur son site web, que les ajustements volontaires supplémentaires pourraient être réintroduits, en partie ou en totalité, de manière progressive, en fonction de l'évolution des conditions du marché. « Les sept pays continueront de suivre et d'évaluer de près les conditions du marché, dans le cadre de leurs efforts continus visant à soutenir sa stabilité », a ajouté l'Organisation, soulignant « l'importance d'adopter une approche prudente et de conserver toute la flexibilité nécessaire pour augmenter, suspendre ou inverser le processus de suppression progressive des ajustements volontaires de la production ».

L'Opep a également réaffirmé l'engagement collectif des sept pays à assurer une conformité totale à la Déclaration de coopération, ainsi qu'à compenser intégralement tout volume de surproduction enregistré. Les sept pays poursuivront la tenue de réunions mensuelles afin d'évaluer les conditions du marché, les niveaux de conformité et les mécanismes de compensation, ajoute le communiqué, précisant que leur prochaine réunion est prévue le 2 août 2026.

Hamid B.

LE SALON « INVESTIR EN ALGÉRIE » ORGANISÉ EN RÉGION PARISIENNE

La diaspora au cœur du renouveau économique algérien

DANS sa première édition, le Salon « Investir en Algérie 2026 » a réuni pendant deux jours, les 4 et 5 juillet, des entrepreneurs, des investisseurs et porteurs de projets à Garges-Lès-Gonesse, en région parisienne, dans l'objectif de renforcer les liens économiques de la diaspora avec l'Algérie et ainsi ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement. Le Salon a été aussi une occasion d'identifier les futurs porteurs de projets à fort potentiel, dans le cadre du Business Game, organisé lors de cette manifestation.

Sous le slogan « La diaspora algérienne au cœur du renouveau économique du pays », le Salon a pu réunir plus d'une trentaine d'exposants activant dans divers secteurs, à l'exemple de la tech, du consulting, des énergies, du textile, de l'automobile, de la santé et bien-être, de l'agriculture et de l'artisanat, ont indiqué les organisateurs, selon lesquels ce Salon constitue un « rendez-vous incontournable pour bâtir ensemble l'Algérie de demain ».

« Le Salon investir en Algérie est conçu comme un espace multifonctionnel et dynamique, structuré autour de pôles thématiques répondant aux enjeux majeurs du développement économique, de l'investissement et de la mobilisation de la diaspora », a précisé la même source, soulignant que le marché algérien est en pleine mutation.



L'espace exposition a mis en lumière les success-story d'entreprises, le savoir-faire et le dynamisme de l'écosystème entrepreneurial algérien ou encore des structures d'accompagnement pour les porteurs de projets.

L'espace networking a, quant à lui, permis de favoriser les échanges entre participants, mais aussi avec des visiteurs, en plus d'avoir été un espace « de partage des expériences et initier des collaborateurs ». « Cet espace se veut un véritable carrefour relationnel au sein du Salon », ont souligné les organisateurs.

Le Salon a été, en outre, rythmé par l'organisation de conférences animées par des intervenants et experts de qualité. Ces conférences ont, en effet, permis de décrypter les opportunités d'investissement et le climat des affaires en Algérie. Ces conférences animées par des experts originaires d'Algérie et de la diaspora algérienne ont également été une occasion de partager les visions et les expériences.

Les panels interactifs ont, de leur côté, permis d'accéder à « une information actualisée et concrète », en plus d'avoir constitué un espace d'exposer et de partager « des témoignages inspirants de professionnels ayant investi avec succès ».

Il a été, par ailleurs, question de l'entrepreneuriat dans le cadre du Salon « Investir en Algérie », à travers l'espace « Business Game », lequel a plongé les participants dans un univers d'entreprise fictif, stimulant la prise de décisions stratégiques, opérationnelles et financières. « A travers des scénarios réalistes, cet atelier interactif permet de tester ses compétences en gestion et en entrepreneuriat. Une expérience ludique et formatrice pour mieux comprendre les défis du monde des affaires », selon les organisateurs.

Selon Farouk Belhouchi, coorganisateur de cet événement, « l'objectif principal du Business Game est d'identifier les futurs porteurs de projets à fort potentiel ». Ce jeu de gestion permettra de révéler les profils les plus prometteurs, capables d'initiative, d'analyse et de leadership, a-t-il expliqué. A l'issue de cette expérience, a-t-il ajouté, plusieurs lauréats seront sélectionnés pour intégrer un programme de pré-incubation en France, leur offrant un accompagnement personnalisé, des ressources ainsi qu'un réseau d'experts. Cette première étape sera suivie d'une incubation complète de leur projet en Algérie, afin d'assurer sa concrétisation sur le territoire national.

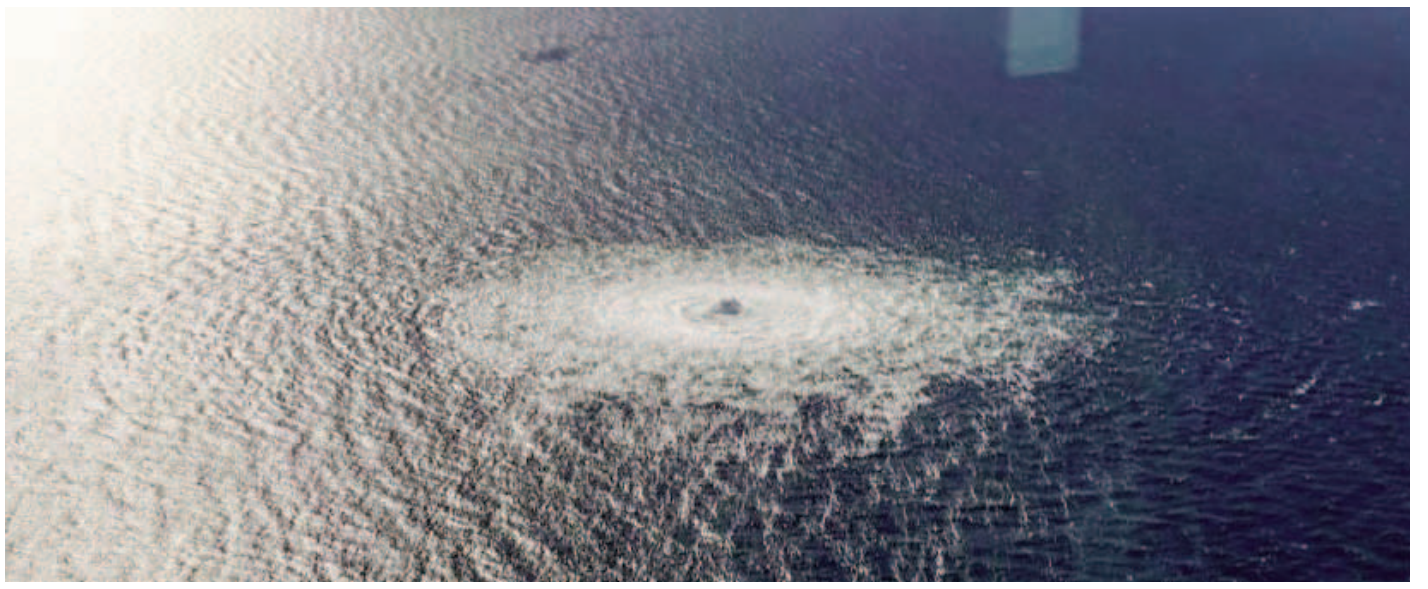
Cette initiative s'inscrit en droite ligne avec la vision des pouvoirs publics, voulant faire de la diaspora algérienne un moteur de croissance et un partenaire stratégique de la relance et de la diversification économique. Des mesures ont, en effet, été prises à la faveur des Algériens installés à l'étranger en vue de faciliter la mobilité et aussi de renforcer leur intégration dans le tissu socio-économique du pays.

Lilia A. A.

LA JUSTICE SE PRONONCE SUR LE SABOTAGE DE NORD STREAM

Terrorisme ukrainien, complicité européenne

L'annonce par le parquet de Berlin de l'inculpation formelle de ressortissants ukrainiens, dont Serhii K. (ou Sergueï Kouznetsov), pour le sabotage des gazoducs Nord Stream 1 et Nord Stream 2 en septembre 2022, marque un point de rupture. Ce développement judiciaire, renforcé par la validation de son extradition par la Cour d'appel de Bologne fin 2025, déchire le voile de la rhétorique officielle occidentale.



Il met en lumière une réalité brute : l'usage du terrorisme d'État dans les eaux internationales par l'appareil militaire et sécuritaire de l'Ukraine, et la complicité structurelle, par omission ou obstruction, des démocraties européennes qui prétendent défendre l'ordre international basé sur des règles.

D'un point de vue purement juridique et technique, la destruction de Nord Stream, une propriété allemande, ne peut être qualifiée de simple «acte de guerre» asymétrique. Les gazoducs Nord Stream constituaient des infrastructures énergétiques civiles majeures, situées dans les zones économiques exclusives (ZEE) de pays tiers (le Danemark et la Suède) au cœur des eaux internationales de la mer Baltique.

Le communiqué du parquet allemand est sans ambiguïté : le plan visant à détruire ces tubes sous-marins a été élaboré et exécuté « à la demande des autorités ukrainiennes ». L'implication de commandants de l'armée ukrainienne, d'officiers du Service de sécurité de l'Ukraine (SBU) comme Kouznetsov (détenteur de plusieurs identités et passeports), et la supervision alléguée au plus haut niveau militaire par le général Valery Zaloujny, font basculer cette affaire de l'initiative privée vers la responsabilité directe de l'État ukrainien.

—-Le SBU sous-traitant américain

Le droit international définit le terrorisme d'État comme l'utilisation par un État de la violence contre des cibles civiles ou des infrastructures critiques en dehors de ses frontières pour atteindre des objectifs politiques. En ciblant Nord Stream, l'Ukraine a délibérément attaqué l'approvisionnement énergétique de l'Europe centrale, au premier rang de laquelle l'Allemagne, dont Nord Stream 1 fournissait « environ la moitié des besoins annuels en gaz naturel ». L'argument ukrainien consistant à dire qu'il fallait tarir les flux financiers du Kremlin ne saurait légitimer la destruction d'infrastructures civiles partagées, un acte proscrit par les traités internationaux, notamment la Convention SUA (pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime).

Les détails entourant l'environnement de l'attaque révèlent une imbrication troublante des agendas ukrainien et américain. L'analyse du contexte maritime de la fin de l'été 2022 montre une concentration inhabituelle de forces navales de l'OTAN (exercices Northern Coasts-2022 et manœuvres amphibies américaines impliquant l'USS Kearsarge) à proximité immédiate de l'île de Bornholm, là même où les charges explosives de HMX ont été posées. L'hypothèse selon laquelle les services ukrainiens ont agi comme les exécuteurs d'un plan d'ensemble pensé ou validé à Washington prend une épaisseur considérable. Les révélations médiatiques successives (du Washington Post au Wall Street Journal) désignant le colonel Roman Tchervinsky et des diplomates américains comme coordinateurs dessinent les contours d'une inféodation complète de l'appareil subversif de Kiev aux intérêts stratégiques américains. Pour les États-Unis, la destruction de Nord Stream scellait définitivement le divorce énergétique entre l'Allemagne et la Russie, un objectif géopolitique poursuivi par Washington depuis des décennies. En acceptant de mener cette opération clandestine, Kiev a pratiqué un terrorisme par procuration, agissant comme le bras armé d'une stratégie de terre brûlée économique au détriment de ses propres alliés européens.

LE NAUFRAGE ÉTHIQUE ET JUDICIAIRE DE L'UNION EUROPÉENNE

C'est sur le plan européen que l'affaire Nord Stream révèle l'hypocrisie la plus flagrante. Depuis février 2022, l'Union européenne a érigé le soutien à l'Ukraine en impératif moral absolu, fermant les yeux sur les dérives sécuritaires de son protégé. Aujourd'hui, les procédures judiciaires agissent comme un révélateur de la décomposition du droit européen face à la géopolitique, comme en témoignent les postures adoptées par plusieurs États membres.

Le comportement du Danemark illustre parfaitement ce naufrage. En fermant brutalement son enquête en février 2024 sous prétexte d'absence de «base suffisante», Copenhague a violé le principe fondamental du droit international aut dedere aut judicare (poursuivre ou extrader), pourtant inscrit de manière contraignante dans l'article 113 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS). Le refus systématique des autorités danoises de coopérer avec la Russie ou d'accepter une commission d'enquête indépendante sous l'égide de l'ONU démontre que l'appareil judiciaire a été délibérément sacrifié sur l'autel de la cohésion militaire et politique de l'OTAN.

Cette logique d'impunité se double d'une complicité active lorsque l'on observe la position de la Pologne. Le rejet par un tribunal polonais, en octobre 2025, de la demande d'extradition d'un autre suspect ukrainien recherché dans le cadre de la même affaire, suivi de l'ordre de sa libération immédiate, s'apparente à une manœuvre de protection flagrante. En facilitant la fuite de ce suspect vers l'Ukraine, Varsovie a agi en état de recel de terroristes, confirmant que la solidarité géopolitique avec Kiev prévaut sur le respect des mandats d'arrêt et de la coopération judiciaire européenne.

L'Europe se retrouve ainsi dans une posture intenable. Elle finance et arme un État dont les services militaires ont commis l'acte de sabotage industriel et économique le plus grave sur le continent européen depuis la Seconde Guerre mondiale. L'envolée des coûts de l'énergie, l'inflation structurelle qui frappe les industries allemandes et européennes, et la précarisation de millions de citoyens européens sont les conséquences directes d'un attentat validé par Kiev.

L'affaire Nord Stream consacre la naissance d'une zone de non-droit au cœur de l'Europe. En refusant de nommer officiellement l'Ukraine comme un État pratiquant le terrorisme d'infrastructure, et en entravant les enquêtes pour ne pas affaiblir le narratif de la «victime absolue», les gouvernements européens valident une jurisprudence dangereuse. Ils acceptent que leur propre sécurité économique et leurs infrastructures critiques soient détruites par un pays tiers, tant que ce dernier sert de zone tampon contre la Russie.

La décision du parquet allemand d'aller jusqu'au bout de l'inculpation de Serhii K. et la rigueur de la justice italienne sont les derniers remparts d'une vérité qui dérange. Si ces procédures n'aboutissent pas à une réévaluation complète du soutien aveugle à Kiev, le sabotage de Nord Stream restera le symbole d'un ordre occidental où le droit international n'est plus qu'un outil à géométrie variable, et où la complicité face au terrorisme est tolérée dès lors qu'elle sert les intérêts de la raison d'État.

R. I.

MOSCOU-WASHINGTON

Le contact est renoué



LES PRÉSIDENTS russe et américain, Vladimir Poutine et Donald Trump, se sont entretenus par téléphone pendant une heure et vingt-cinq minutes, à l'initiative de la partie américaine. Un échange dense, marqué par des discussions sur la guerre en Ukraine, le dossier iranien et les perspectives d'un rapprochement entre Moscou et Washington.

Au début de la conversation, Vladimir Poutine a adressé ses félicitations à Donald Trump ainsi qu'au peuple américain à l'occasion du 250e anniversaire des États-Unis, rappelant qu'un télégramme officiel avait déjà été transmis à la Maison Blanche.

Le conflit en Ukraine a occupé une place centrale dans l'entretien, dans le contexte de la participation récente de Donald Trump au sommet de l'OTAN. Selon Moscou, le président américain a réaffirmé sa volonté de contribuer à la recherche d'un règlement du conflit. Dans cette perspective, Jared Kushner et Steve Witkoff poursuivraient leurs efforts de médiation et se déclareraient disposés à effectuer une visite à Moscou.

La Russie a, de son côté, réitéré son attachement à une solution politique et diplomatique, tout en soulignant que tout accord devrait tenir compte de ce qu'elle considère comme ses intérêts fondamentaux. Moscou accuse par ailleurs Kiev et ses alliés européens de privilégier la poursuite, voire l'escalade, du conflit.

Le Kremlin affirme également que Vladimir Poutine a présenté à son homologue « la situation réelle » sur le terrain, assurant que les forces russes poursuivent leur progression et prennent le contrôle de nouvelles localités. Parmi elles figure, selon Moscou, Konstantinovka, dans la République populaire de Donetsk.

Les deux dirigeants ont également évoqué la situation autour de l'Iran. Vladimir Poutine a plaidé en faveur d'un règlement négocié, fondé sur un mémorandum de paix, afin d'aboutir à des solutions durables et acceptables pour les différentes parties.

La Russie s'est dite prête à contribuer aux efforts de désescalade et de stabilisation dans la région. Donald Trump a, selon le Kremlin, salué la position « équilibrée » de Moscou ainsi que ses propositions visant à favoriser une issue diplomatique.

Les deux chefs d'État ont évoqué les perspectives de coopération entre la Russie et les États-Unis dans les domaines politique, économique et militaire. Selon le conseiller diplomatique du Kremlin, Iouri Ouchakov, d'importantes possibilités de coopération mutuellement bénéfique demeurent entre les deux puissances.

À cette occasion, Vladimir Poutine a renouvelé son invitation à Donald Trump à effectuer une visite officielle en Russie. Les deux présidents sont également convenus de maintenir un contact régulier et d'organiser un nouvel entretien téléphonique dans un avenir proche.

R. I.

TRAVAUX PUBLICS DE LA WILAYA DE DJELFA

Une enveloppe de 289 millions de DA allouée

UNE ENVELOPPE de 289 millions de DA a été allouée par le secteur des Travaux publics de la wilaya de Djelfa pour la réalisation d'un ouvrage d'art sur l'axe de la Route nationale (RN) N1A, a-t-on appris auprès de la direction du secteur.
Selon le directeur des travaux publics, cet ouvrage, consistant en un pont enjambant l'oued Mellah, sera réalisé dans un délai n'excédant pas sept (7) mois afin de remplacer le pont qui s'était effondré à la suite des intempéries ayant affecté cette région en mai 2025.
Le même responsable a précisé que ce projet, dont le coup d'envoi des travaux a été donné la semaine dernière par le wali de Djelfa, Djahid Mous, s'ajoute à trois autres projets d'ouvrages d'art pris en charge dans le cadre des efforts engagés par le secteur au niveau central pour l'effacement des conséquences des intempéries.
A cette occasion, les autorités locales ont insisté auprès de l'entreprise chargée de la réalisation, sur la nécessité de veiller à la qualité des travaux et au respect des délais de livraison de cet ouvrage, situé sur un axe routier stratégique reliant Djelfa aux wilayas de l'ouest du pays.
L'ouvrage constitue également un maillon essentiel pour assurer la liaison entre plusieurs communes, selon la même source.

R. R.

AMÉNAGEMENT URBAIN À MECHERIA

Plusieurs projets en cours de réalisation

PLUSIEURS opérations d'aménagement et d'amélioration du cadre urbain sont actuellement en cours dans différents quartiers de la ville de Mecheria, wilaya de Nâama, pour une enveloppe financière dépassant 160 millions de dinars, a indiqué l'Assemblée populaire communale (APC).
Ces projets, dont les travaux ont été lancés au cours des dernières semaines, portent notamment sur la réalisation de trottoirs ainsi que sur l'aménagement et le revêtement en béton bitumineux de plusieurs voies urbaines dans les quartiers Es-Salam, Nord, Bouloufa, Aïdaoui Abdelhakem, Le Technicum, El-Kiffan et la cité des 50 logements, a précisé le président de l'APC, Hamidi Tahar.
Ces opérations, visant à améliorer le cadre de vie et à offrir une image plus attractive de la ville, comprennent également la création d'espaces verts destinés aux familles, d'aires de jeux pour enfants ainsi que de terrains de proximité en gazon synthétique, a ajouté le même responsable.
Par ailleurs, les travaux d'aménagement du jardin «Palestine», qui s'étend sur une superficie de trois hectares, ont été récemment achevés.
Les interventions réalisées ont porté sur le renforcement des plantations d'arbustes ornementaux, l'aménagement d'aires de jeux pour enfants et d'espaces de détente pour les familles, ainsi que la réalisation de deux kiosques, a-t-on indiqué.
Un écran géant y a également été installé, permettant au public de suivre les matchs de la Coupe du monde 2026, selon la même source.

R. R.

AQUACULTURE

Les fortes potentialités de Bouira

La wilaya de Bouira dispose de fortes potentialités naturelles et hydriques, ainsi que de sites lui permettant de développer la filière aquacole, dont des projets ont déjà été lancés à Bir Ghebalou, Ain Bessam et Oued El Bardi, selon les autorités locales de la wilaya.



Pour mieux développer cette filière, une réunion de coordination a regroupé la wali de Bouira, Houria Aggoune, et les responsables des secteurs concernés pour débattre de l'exploration de sites pour développer l'aquaculture, qui repose sur l'exploitation des eaux douces superficielles ou souterraines.
«La wilaya possède un important potentiel hydrique et naturel qui pourrait permettre d'abriter des projets aquacoles pour développer cette filière, et pour atteindre l'autosuffisance alimentaire et aussi pour diversifier l'économie nationale, dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale visant à booster la production de poisson», a expliqué Mme Aggoune lors de cette réunion.
Au cours de cette rencontre, la cheffe de l'exécutif local a appelé les parties concernées à explore r les sites naturels riches en ressources hydriques afin d'y abriter des projets d'aquaculture à travers un nombre de communes de la wilaya comme Ain Bessam, Oued El Bardi et Bir Ghebalou.
La même responsable a demandé aux responsables du secteur de permettre aux jeunes ambitieux et qualifiés de réaliser ces investissements et projets sur le terrain.
«En janvier 2023, les autorités de la wilaya, ont lancé un projet de réalisation d'une usine de fabrication d'aliments aquacoles à Bir Ghebalou (Ouest de Bouira). Il s'agit d'une usine de fabrication de compléments minéraux vitaminés AGROVAST (de droit public) qui, une fois opérationnelle, couvrira 40% des besoins du marché local en aliments aquacoles, selon les détails fournis par les responsables de la direction des services agricoles (DSA). «Le projet, est le premier du genre au niveau national et pourrait générer jusqu'à 200 postes d'emploi au profit des jeunes de cette région à vocation agricole», avait expliqué à l'APS un responsable de l'Eurl AGROVAST (spécialisée dans la nutrition animale), Mohamed Amine El Aissaoui. Le développement de l'aquaculture dans la wilaya de Bouira s'appuie sur plusieurs initiatives concrètes, comme la pisciculture en eau douce. Des agriculteurs locaux, à l'image des exploitations d›Aïn Bessem et d'Oued El Berdi, ont ainsi ensemencé des bassins et creusé des forages pour élever des espèces d'eau douce (carpes, tilapias), selon les services de la DSA.
«Le développement de l'aquaculture dans notre wilaya est un défi stratégique important qui s'inscrit dans le cadre des efforts de l'Etat visant à garantir l'autosuffisance alimentaire», a souligné Mme Aggoune lors de la réunion.

R. R.

NOUVEAU CODE DE LA ROUTE

Mascara organise une journée d'étude

LES DISPOSITIONS de la loi n° 26-09 portant code de la route ont été au centre d'une journée d'étude organisée à Mascara afin de mettre en lumière les nouvelles mesures juridiques introduites par ce texte, destinées à réduire les accidents de la circulation.
Dans son intervention, le président de la Cour de justice de Mascara, Antar Menouar, a indiqué que la loi n 26-09 du 12 mai 2026 portant Code de la circulation routière a été adoptée afin de renforcer le cadre législatif et de l'adapter aux évolutions qu'a connues la société, «dans le but d'apporter des solutions rapides et efficaces au phénomène des accidents de la route».
Il a ajouté que cette nouvelle loi « instaure une nouvelle classification des infractions, notamment celles liées à la conduite, celles relatives au véhicule, ainsi que diverses autres infractions assorties de peines complémentaires «.
De son côté, le procureur adjoint de la République près le tribunal de Mohammadia, Hamdoud Mohamed-Chérif, a souligné que «le législateur algérien ne s'intéresse plus uniquement aux règles de circulation routière, mais accorde désormais une importance particulière à la sécurité routière dans son ensemble, en prenant en compte le conducteur, le véhicule et l'infrastructure routière».
Le même responsable a affirmé que la loi n° 26-09 portant le nouveau Code de la route « constitue un tournant qualitatif «, en ce qu'elle traduit «le passage d'une simple réglementation de la circulation à une gouvernance de la sécurité routière, d'une logique de sanction des conséquences à une approche de prévention des risques, ainsi que d'un contrôle traditionnel à un contrôle numérique».
A noter que cette journée d'étude, organisée à l'initiative de la Cour de justice de Mascara, a réuni des magistrats, des avocats ainsi que des officiers de police judiciaire de la wilaya.

R. R.

EL-MENIAA

Décès du moudjahid Brik Belkheir Ben M'hamed

LE MOUDJAHID Brik Belkheir Ben M'hamed est décédé, avant-hier à El-Meniaa, à l'âge de 87 ans, a-t-on appris auprès de la direction de wilaya des Moudjahidine et Ayant droits.
Le défunt a rejoint la Révolution en 1958 au sein de l'Organisation civile du Front de libération nationale, dont il a été l'un des principaux militants dans la région et a poursuivi ses actions militantes jusqu'à l'indépendance du pays en 1962.
Il a été inhumé au cimetière d'El-Kef, dans la commune d'El-Meniaa. En cette douloureuse circonstance, les membres de la famille révolutionnaire et les autorités de la wilaya d'El-Meniaa ont présenté leurs condoléances à la famille du défunt, priant Allah le Tout Puissant de l'accueillir dans Son vaste paradis et d'apporter patience et réconfort à ses proches.

R. R.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU FILM COURT DE TIMIMOUN

Plus de 2 830 films reçus de 132 pays

La deuxième édition du Festival international du film court de Timimoun (TISFF) a enregistré une participation exceptionnelle avec plus de 2 833 films soumis par des réalisateurs de 132 pays. Un record qui confirme la montée en puissance de cette jeune manifestation et son attractivité grandissante auprès des professionnels du cinéma du monde entier.

Les inscriptions, ouvertes du 15 mai au 30 juin 2026, ont mobilisé des réalisateurs, producteurs et auteurs venus des quatre continents. En seulement deux éditions, le festival a réussi à élargir son audience bien au-delà des frontières nationales, attirant des productions aux horizons, aux sensibilités et aux approches artistiques variés.

La majorité des candidatures concerne la fiction, avec 1 603 films, soit près de la moitié des œuvres reçues. Les documentaires représentent 1 033 films, tandis que 629 films d'animation complètent cette sélection particulièrement riche. Une diversité qui traduit la vitalité du court métrage à l'échelle mondiale et la confiance que les professionnels accordent désormais au festival de Timimoun.

Toutes les œuvres ont été soumises via la plateforme FilmFreeway, sous l'intitulé Timimoun International Short Film Festival, conformément aux procédures internationales utilisées par les principaux festivals de cinéma. Cette démarche facilite la participation des cinéastes étrangers et contribue à renforcer la visibilité du festival auprès des réseaux professionnels.

Pour le commissariat du festival, cette participation constitue un signal encourageant. Outre le nombre de films reçus, elle reflète la place que commence à occuper Timimoun dans le circuit international des festivals consacrés au court métrage. Elle témoigne aussi de l'intérêt porté à un événement qui mise sur la découverte de nouveaux talents et la promotion de la diversité des expressions cinématographiques.

La phase de visionnage est désormais engagée. Le comité de sélection examine actuellement l'ensemble des candidatures afin d'établir la sélection officielle, qui sera dévoilée dans les prochaines semaines. Comme lors de la précédente édition, la programmation devrait réunir des œuvres venues de nombreux pays et offrir un panorama représentatif de la création contemporaine.



Le commissariat du festival a adressé ses remerciements aux cinéastes, partenaires et institutions culturelles qui ont contribué au succès de cet appel à films, soulignant que cette mobilisation constitue une étape importante dans le développement de la manifestation.

Pour rappel, les organisateurs avaient annoncé, le mois dernier, que la deuxième édition se tiendra du 5 au 10 novembre 2026 dans la capitale du Gourara. À cette occasion, plusieurs distinctions seront décernées, parmi lesquelles les Gourara d'Or du meilleur court métrage de fiction, du meilleur court métrage documentaire et du meilleur court métrage d'animation, ainsi que le Prix Tinerkouk du meilleur film africain. Le palmarès comprendra également le Prix des ciné-clubs, le Prix de la meilleure réalisation, le Prix du meilleur scénario, ainsi que les récompenses du meilleur acteur et de la meilleure actrice.

Le commissariat du festival a, par ailleurs, précisé les conditions de participation. Les œuvres en compétition devront avoir été produites entre 2025 et 2026, afficher une durée comprise entre 10 et 40 minutes et être sous-titrées en arabe ou en anglais. Seuls les films inédits en Algérie et non disponibles sur les plateformes en ligne pourront intégrer la sélection officielle. En outre, chaque réalisateur ou réalisatrice ne pourra concourir qu'avec un seul film.

La première édition du festival, organisée du 13 au 18 novembre 2025, avait réuni des œuvres venues de plusieurs pays et donné lieu à un palmarès salué par les professionnels. Le Gourara d'Or de la compétition internationale avait été attribué à « Collatéral ! » de Yazid Yettou, tandis que « Alazar » de Besa Hailu Lemma avait remporté le Prix des ciné-clubs. Dans la compétition nationale, « Niya » d'Imène Ayadi s'était vu décerner le Gourara d'Or, alors que, dans la catégorie documentaire, la plus haute distinction était revenue à « Lobi Ekosimba » du réalisateur Eli Maene.

Aymen D.

ARÈNES D'ORAN

Le site historique attire les foules

CLASSÉES patrimoine national en 2023, les arènes d'Oran s'imposent progressivement comme l'un des sites culturels et touristiques les plus attractifs de la capitale de l'Ouest.

Uniques en leur genre en Algérie, elles attirent chaque année un nombre croissant de visiteurs algériens et étrangers, séduits par leur architecture singulière et leur riche histoire. Plus de 5.000 personnes les ont déjà visitées ces derniers mois, tandis que le site diversifie son offre en accueillant des manifestations culturelles, artistiques et sportives, a indiqué le responsable du site, Mehdi Abdelhafid, relevant de l'établissement public de wilaya « Parc d'attractions »

Quatre guides touristiques relevant de ce monument, situé dans le quartier populaire dit «Toro», dont il tire son nom, assurent l'accompagnement des visiteurs venus de différentes wilayas du pays et des touristes étrangers.

Ils proposent des explications culturelles et historiques sur ce site patrimonial en plusieurs langues, à travers des méthodes traditionnelles et modernes permettant aux visiteurs de profiter d'une visite enrichissante et confortable, a ajouté le responsable.

Les arènes se distinguent également par la présence de 22 ateliers permanents réservés aux artisans et artistes plasticiens pour l'exposition de leurs créations et produits traditionnels. Cette particularité contribue à renforcer leur attractivité touristique et à promouvoir l'artisanat local, grâce à la mise à disposition de souvenirs originaux destinés aux visiteurs.

Dans le cadre de l'animation de ce monument culturel et historique, l'établissement public «Parc d'attractions», en coordination avec plusieurs partenaires, œuvre à l'organisation de diverses activités culturelles et artistiques.

Lors de la dernière saison estivale, trois soirées artistiques y ont été programmées, attirant un grand nombre de familles, a précisé le même interlocuteur, soulignant également que «les portes des arènes restent ouvertes aux différents secteurs culturels, de jeunesse et sportifs pour l'organisation de manifestations».

Dans ce contexte, il a rappelé que les arènes ont accueilli, cette année, le championnat national de lutte mixte sur sable, ainsi que le championnat régional de pétanque.

Afin de valoriser ce monument historique, une étude a été élaborée en 2023 pour la réalisation de plusieurs opérations de restauration et de maintenance, comprenant des travaux de consolidation et de réhabilitation de la majorité des arches, ainsi que le renforcement des gradins. Actuellement, seuls 3.000 sièges sont exploités sur une capacité totale estimée à près de 14.000 places.

A. B. / Agence



15E FESTIVAL NATIONAL AÏSSAOUA DE CONSTANTINE

Les inscriptions ouvertes



LE COMPTE À REBOURS est lancé pour la 15e édition du Festival national culturel Aïssaoua, qui se tiendra du 20 au 24 juillet à Constantine.

Le commissariat de la manifestation a ouvert, à cet effet, les candidatures au concours de la meilleure troupe de jeunes spécialisée dans la musique et le chant aïssaouis.

Organisé sous le patronage du ministère de la Culture et des Arts, sous l'égide de la Direction de la culture et des arts de la wilaya de Constantine, l'événement entend encourager la relève tout en veillant à la sauvegarde d'un patrimoine spirituel et musical profondément ancré dans l'identité algérienne. Un cahier des charges strict a été élaboré par les organisateurs en privilégiant l'authenticité des répertoires, le respect des rituels, des costumes et des instruments traditionnels.

Les troupes intéressées ont jusqu'au 10 juillet pour déposer leur dossier et tenter de décrocher une distinction lors de la compétition prévue entre le 20 et le 24 juillet, indique un communiqué du commissariat de cet évènement artistique.

Au programme du Festival figure une compétition destinée aux jeunes troupes qui, selon le communiqué, doivent déposer leurs dossiers de candidature avant le 10 juillet prochain, avec l'impératif de se limiter au nombre de 8 à 15 membres chacune, présentant des prestations individuelles d'une durée maximale de 20 minutes, comprenant des madihs aïssaouis, des braouels (cadences ternaires en 6/8), des qasaïds et des noubas.

Soulignant l'irrecevabilité des prestations déjà primées lors des précédentes éditions, les organisateurs rappellent l'importance et la nécessité de préserver l'authenticité du rituel Aïssaoua dans sa variante algérienne et d'en respecter les dimensions patrimoniale et spirituelle.

Le communiqué souligne également que les troupes participantes devront obligatoirement porter la tenue traditionnelle propre au patrimoine aïssaoui et utiliser exclusivement les instruments le caractérisant, excluant catégoriquement l'usage de tout effet sonore préenregistré durant les représentations.

Entre autres critères d'évaluation de ces sélections, la qualité de l'interprétation collective, la maîtrise musicale et rythmique, l'authenticité des répertoires, la présence scénique, ainsi que la créativité dans le respect de l'esprit Aïssaoua algérien.

Le dossier de candidature doit comprendre, le formulaire de participation, une fiche technique, une présentation de la troupe, la liste de ses membres, un enregistrement vidéo récent de 5 à 10 minutes ainsi que des photographies récentes, réalisées en haute définition.

Le concours se déroulant le 21 juillet au Palais de la culture Mohamed-Laïd Al-Khalifa, les dossiers de participation doivent être envoyés par courrier postal ordinaire à la Maison de la culture Malek-Haddad, rue Docteur Calmette, Constantine, ou par courrier électronique à l'adresse: festivalnationalaissouas@gmail.com.

A. B. / Agence

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BOUMERDES
DIRECTION DE L'EDUCATION
Cité administrative Boumerdes (NIF : 099035019273121)
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 10/DE/2026

La Direction de l'Education de la wilaya de Boumerdes lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour *l'Equipement d'un collège type 6 au niveau des cité des 1120 LPL Commune de Zemmouri wilaya de Boumerdes (cités d'habitat intégrées 2024).*, par nature d'équipement :

- **Lot n° 01 : Equipements scolaires**
- **Lot n° 02 : Equipements bureautiques et climatiseurs**
- **Lot n°03 : Equipements informatiques**
- **Lot n°04 : Equipements Sportifs**
- **Lot n°05 : Equipements matériel d'incendie**

Capacités professionnelles : Peut soumissionner toute personne physique ou morale régulièrement inscrite au registre de commerce électronique (de fabricants, d'importateurs ou de grossistes) code relatif à l'acquisition de l'équipement objet du cahier des charges, et ayant réalisé un (01) projet d'équipement de même nature pour un montant supérieur ou égal à quatre (04) million de dinars pour le lot n° 01 « **Equipements scolaire** » et à sept (07) million de dinars pour le lot n°02 «**Equipements bureautiques et climatiseurs**» et à trois(03) millions de dinars pour le lot n° 03 « **Equipements informatique** » justifié par une attestation de bonne exécution relative au lot(ou fourniture) pour lequel il soumissionne, valorisée ; délivrée et signée par le maitre d'ouvrage public. Aussi pour le lot n°02 «**Equipements bureautiques et climatiseurs**» le rapport d'essai au nom de soumissionnaire, établi pour l'article « fauteuil spécial auditorium avec tablette escamotable » par un laboratoire d'analyse spécialisé agréé par l'état qui contient la mention « l'échantillons est ignifuge » doit obligatoirement être joint (moins de 02 ans à la date d'ouverture des plis).

Capacités financières :
Cumulant une moyenne de deux (02) millions de dinars pour le lot n°01 « **Equipements scolaires** » de quatre (04) millions de dinars pour le lot n°02 « **Equipements bureautiques et climatiseurs**» de deux (02) millions de dinars pour le lot n°03 « **Equipements informatiques**» , et de 500 000.00 de dinars pour le lot n°04 « **Equipements de sport** », moyenne de trois chiffres d'affaires (2022-2023-2024) justifiés par les bilans financières , visés par les services des impôts , peuvent participer conformément à l'article 44 du décret présidentiel N°15 –247du 16 /09 /2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
NB : Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots et peuvent être retenus pour un ou pour plusieurs lots (les moyens matériel et humains ne sont pas distingués).
Les candidats intéressés peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction de l'Education de la Wilaya de Boumerdes, service de la Programmation et du Suivi (SPS) au 1er étage bureau des marchés n° 48.

Les dossiers de soumission doivent comporter les pièces règlementaires suivantes :

« LE DOSSIER DE CANDIDATURE » contient :

- Une déclaration de candidature selon le modèle ci-joint à remplir et à dater et signer.
- La déclaration de probité selon le modèle ci-joint à remplir et à dater et signer.

Est copies des documents suivantes :

- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- Le numéro d'identification fiscale (NIF).
- Le registre de commerce électronique.
- Les références bancaires (RIB).
- Moyens financiers justifiés par les bilans financiers des trois (03) dernières années **(2022, 2023, 2024)** visés par les services des impôts.
- Les moyens humains avec les pièces justificatives notamment les attestations d'affiliations ou mise à jour CNAS ;(en cours de validité à la date d'ouverture des plis).
- Les moyens matériels avec les pièces justificatives (carte grise de véhicule ou carte provisoire de circulation (carte jaune) concernant les véhicules neufs avec ces assurances et contrôle technique ou de contrat notarié de location, contrat de leasing, en cours de validité à la date d'ouverture des plis.
- Attestations de bonne exécution relatives au lot pour lequel il soumissionne valorisées, délivrées et signées par les maitres d'ouvrage public.
- Le Numéro d'Immatriculation Statistique (NIS).
- L'extrait du casier judiciaire, du gérant, en cours de validité à la date d'ouverture des plis, porte la mention néant.
- Pièces fiscales et parafiscales en cours de validité à la date d'ouverture des plis : extrait de rôle apuré ou avec échéancier, mise à jour CNAS et CASNOS). en cours de validité à la date d'ouverture des plis.
- Attestation de dépôt légal des comptes sociaux) pour les sociétés commerciales dotées de la personnalité morale de droit Algérien de l'exercice **2024.**
- Planning de livraison.
- Le rapport d'essai au nom du soumissionnaire, établi pour l'article « fauteuil spécial auditorium avec tablette escamotable » par un laboratoire d'analyse spécialisé agréé par l'état qui contient la mention « échantillons est ignifuge » doit obligatoirement être joint (moins de 02 ans à la date d'ouverture des plis).

« OFFRE TECHNIQUE » contient :

- La déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint à remplir et à dater et signer.
- Le mémoire technique et justificatif datée et signé (selon modèle ci-joint) et tout autre document exigé conformément à l'article 78 du décret présidentiel N° 15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public (certificat d'origine algérienne des équipements pour les fabricants de matériel similaire délivré par la chambre du commerce, fiche technique du produit, tout document servant à l'évaluation technique.....etc.)
- Délai de garantie (selon modèle ci-joint).
- Délai de livraison (selon modèle ci-joint).
- Le cahier des charges paraphé sur toutes les pages dûment renseigné, daté, signé et cacheté par le soumissionnaire et portant à la dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté »

« OFFRE FINANCIERE » contient :

- La lettre de soumission dûment renseignée, datée, signée et cachetée par le soumissionnaire.
- Le bordereau des prix unitaires dûment renseigné, daté, signé et cacheté par le soumissionnaire.
- Le détail quantitatif et estimatif de l'offre dûment renseigné, daté, signé et cacheté par le soumissionnaire.

La durée de préparation des offres est fixée à **dix (10) jours**. Les offres doivent parvenir le 10ème jour à compter de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans des quotidiens nationaux, **heure limite avant 10 :00 h**, sous deux enveloppes distinctes fermées et cachetées, l'une contenant l'offre technique et l'autre l'offre financière. L'ensemble doit être présenté dans une enveloppe principale fermée et anonyme portant uniquement la mention :

« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° .10/DE/2026
EQUIPEMENT D'UN COLLEGE TYPE 6 AU NIVEAU DES CITE DES 1120 LPL COMMUNE DE ZEMMOURI WILAYA DE BOUMERDES (CITES D'HABITAT INTEGREES 2024)
LOT N° :.....

Les offres doivent être adressées à Monsieur le Directeur de l'Education de la Wilaya de Boumerdes.
La séance d'ouverture des plis aura lieu le Jour de dépôt des offres à **10 :30** au siège de la direction de l'éducation de Boumerdes , si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal , la durée de préparation des offres est prorogée au jour ouvrable suivant.
Les soumissionnaires sont invités à y assister. Ils resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 03 mois augmentée de la durée de préparation des offres à compter de la date de dépôt des offres.

Le Jeune Indépendant **du 06/07/2026 / ANEP 2616022846**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
Centre de Développement des Technologies Avancées
CITE DU 20 AOUT 1956, BABA HASSEN, 16303 ALGER
NIF N° : 408020001106055
Avis d'Appel d'Offres National Ouvert N°05/CDTA/2026

Le Centre de Développement des Technologies Avancées, lance un avis d'appel d'offres national ouvert portant « **diagnostic des équipements scientifiques de la Plateforme Technologique De Micro-Fabrication (PTM) du CDTA**».

Les soumissionnaires intéressés par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges contre la présentation du reçu de versement de la somme non remboursable de : Dix Mille Dinars Algériens (10 000, 00 DA) au compte BNA, RIB : 00100 599 0300 351 375/44, ouvert au nom du CDTA à l'agence BNA-Che Guevara, Alger Centre - Alger.
Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière comme suit :

I / DOSSIER DE CANDIDATURE :
1.La déclaration de candidature ; remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire, selon modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
2.Déclaration de probité ; remplie, datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges ;
3.Les statuts pour les sociétés ;
4.L'attestation de visite sur site ;
5.Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;
6.Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats soumissionnaires:
Registre de commerce électronique dont la codification est 606104.
Pour l'intégralité des pièces exigées se référer **à l'article 12** du cahier de charges relatives aux documents constitutifs de l'offre.

II / OFFRE TECHNIQUE : doit comprendre ce qui suit :
1. La déclaration à souscrire ; datée et revêtue du cachet et de la signature du soumissionnaire selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges.
2. Tout document permettant d'évaluer l'offre technique ;

Pour l'intégralité des pièces exigées se référer **à l'article 12** du cahier de charges relatives aux documents constitutifs de l'offre.

III / OFFRE FINANCIERE :
1. Lettre de soumission renseignée, datée et signée, selon le modèle joint en annexe du présent cahier des charges.
2. Le bordereau des prix unitaires (BPU) renseigné, datée et signé.
3. Le détail quantitatif et estimatif (DQE) renseigné, daté et signé,

L'offre financière doit être insérée dans une enveloppe à part, bien fermée, et ne comportant que les mentions suivantes :
Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou «offre financière », selon le cas. Ces Trois (03) enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention : « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres – Appel d'offres National Ouvert **n°05/CDTA/ 2026 : diagnostic des équipements scientifiques de la Plateforme Technologique De Micro-Fabrication (PTM) du CDTA**.

La durée de préparation des offres est fixée à **Trente (30) jours** à partir de la première publication de l'avis d'appel d'offres, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP), la presse ou le portail des marchés publics.
La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres, de **08 H00 à 12 H00**, au niveau du :

Centre de Développement des Technologies Avancées
Cité du 20 août 1956, Baba Hassen, 16303 Alger
1ère étage salle de réunion

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou avec des jours de repos légal, la date de dépôt des offres est prorogée au jour ouvrable suivant.
L'ouverture des plis se déroulera en séance publique en présence de l'ensemble des soumissionnaires le jour correspondant à la date de dépôt des offres à **12 h 30mn, au niveau du :**

Centre de Développement des Technologies Avancées
Cité du 20 août 1956, Baba Hassen, 16303 Alger
1ère étage salle de réunion

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres augmentée de quatre-vingt (90) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Le Jeune Indépendant **du 06/07/2026 / ANEP 2616022901**

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOGRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'enseignement supérieur
et de la Recherche Scientifique
Centre de Recherche en Mathématiques Appliquées

C.R.M.A

وزارة التعليم العالي والبحث العلمي
مركز البحث في الرياضيات التطبيقية

Avis de Recrutement

Le Centre de Recherche en Mathématiques Appliquées organise un concours de recrutement sur titre pour accéder au corps des Maîtres de Recherche, grade Maître de Recherche classe B conformément aux spécialités mentionnées dans le tableau ci-dessous :

Grade	Mode de Recrutement	Nombre de Poste	Spécialités Demandés	Filière	Condition d'accès
Maitre de Recherche Classe B	Concours Sur Titre	02	- Recherche Opérationnelle et Management. - Informatique et intelligence artificielle - Recherche Opérationnelle et Aide à la Décision. - Recherche Opérationnelle et Mathématiques Discrètes. Autres spécialités équivalentes	1- Mathematiques Appliquées	Les Candidats Titulaire de Diplôme de Doctorat en science ou d'un diplôme reconnu équivalent
		01	- Mathématiques Financières et Actuariat. - Probabilités et Statistique. - Probabilités Statistique et Applications. - Modélisation, Econométrie et Statistiques. - Optimisation Stochastique. - Informatique intelligence artificielle Autres spécialités équivalentes.	2- Mathématiques	
		02	- Equations aux Dérivées Partielles et Applications. - Analyse et Méthodes Numériques. - Contrôle Optimal des Equations Aux Dérivées Partielles - Arithmétique, Codage et Combinatoire. - Mathématiques et Applications. - Autres spécialités équivalentes.	3-Informatique	
		01	- Physique Théorique et astrophysique	4-Physique Théorique et astrophysique	

Le dossier de candidature doit contenir les documents suivants :

-Une demande Manuscrite.
-Une Copie de la pièce d'identité nationale.
-Une copie du diplôme requis auquel sera joint le relevé de notes du cursus de formation.
-deux (02) photos d'identité.
-Une copie du document justifiant la situation du candidat vis-à-vis du service national.
-Un extrait de naissance.
-Deux certificats médicaux (Générale et Phtisiologie).
-Une fiche de renseignement dûment remplie par le candidat à télécharger sur le site de la fonction publique www.concours-fonction-publique.gov.dz
-Une Copie des documents justifiant les publications scientifiques réalisés par le candidat dans sa spécialité et son domaine avant et après l'obtention du diplôme requis.
-Les Attestations de travail justifiant l'expérience professionnelle acquise par le candidat

Les candidats définitivement admis doivent préalablement à leur nomination dans le grade de Maitre de Recherche classe B compléter leurs dossiers de candidature par les documents ci-dessous :

Une (01) Fiche familiale
04 Photos.

Délai d'inscription et dépôt de dossier :
Un délai de 15 jour ouvrable à partir de la date de la 1er publication de cet avis

Dépôt de dossier :
Les dossiers de candidature doivent être déposés à l'adresse suivante :
Centre de Recherche en Mathématiques Appliquées, Pôle scientifique et technologique Abdelhafid Iheddaden Sidi abdellah Mahelma (Service du personnel et Formation)

Remarque : Tout dossier incomplet ou parvenu hors délai ne sera pas pris en considération.

Le Jeune Indépendant **du 06/07/2026 / ANEP 2616022880**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Wilaya de BOUMERDES
Direction Des Equipment Publics
NIF : 099835019277907.

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
N° 27/ DEP / 2026

Conformément aux dispositions des articles 52-65 et 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des Equipements Publics de la wilaya de Boumerdes, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à, **l'avis de concours national restreint n° 01/DEP / 2026**, paru sur les quotidiens nationaux et le BOMOP, portant:

Maîtrise d'œuvre (étude + suivi) Pour la réalisation d'une école primaire type 02 à HAI BENHAMZA.

qu'à l'issue de l'évaluation des offres il a été décidé l'attribution provisoire du marché comme suit :

Designation du projet	BET	Montant corrigé de l'offre en TTC	Délai	Note globale	Critères de choix
Maîtrise d'œuvre (étude + suivi) Pour la réalisation d'une école primaire type 02 à HAI BENHAMZA.	**BET EL HAOUARI Abdeldjalil** **NIF** **187020103602122002 80**	**Montant Global** **14.140.413, 00** **DA** **P-Fixe** **5.461.641,00** **DA** **P-variable** **8.678.772,00** **DA**	**P-fixe** **(Etude) 03 mois** **P-variable** **(suivi) 12 mois**	**104.50** **PTS**	**MEILLEURE NOTE GLOBALE**

Le soumissionnaire qui conteste le choix opéré par le service contractant, peut introduire un recours, auprès de la commissiondes marchés publics de la Wilaya de Boumerdes,dans un délai de dix (10) jours, à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.Si le dixième jour coincide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire le recours est prorogée au jour ouvrable suivant.

La commission compétente (commission des marches publics de la Wilaya de Boumerdes) donne un avis dans un délai de quinze (15) jours, à compter de l'expiration du délai de dix (10) jours fixé ci-dessus. Cet avis est notifié au service contractant et au requérant, En cas de recours, le marché ne peut etre soumis à l'examen de la commission compétente qu'au terme d'un délai de trente jours, à compter de la date de la première publication de l'avis d'attribution provisoire dans l'un des quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Les autres soumissionnaires intéressés par les résultats de l'évaluation, sont invités de se rapprocher du bureau des marchés du service contractant, au plus tard dans un délai de trois jours (03) à partir de la première publication du present avis d'attribution provisoire du marché.

Le Jeune Indépendant **du 06/07/2026 / ANEP 2616022836**

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BORDJ BADJI MOKHTAR
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS
NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE:442024000050224

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 14/DEP-BBM/2026

INTITULE DE L'OPERATION :
Suivi, réalisation et équipement de 3 sièges (DUAC-DEP-DL) avec logement de fonction Wilaya de Bordj Badji Mokhtar
PROJET :
Réalisation de 3 sièges (DUAC-DEP-DL) avec logement de fonction Wilaya de Bordj Badji Mokhtar
répartie en tranche ferme et tranche conditionnelle
- Tranche ferme : réalisation de 3 sièges (DUAC-DEP-DL)
- Tranche conditionnelle : VRD et aménagements extérieurs + logement de fonction

Conformément aux dispositions des articles 65- 82 du décret présidentiel, N°15/247 du 16/09/2015 modifié et complété portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, la Direction des Equipements Publics de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°14/DEP-BBM /2026 paru dans la presse «المصدر» et « Le Jeune Indépendant » en date Du 18-05- 2026, Relatif au projet :

Réalisation de 3 Sièges (DUAC-DEP-DL) Avec Logement de Fonction Wilaya de Bordj Badji Mokhtar.

Qu'après le jugement des offres le projet est attribué provisionnement comme suit :

	Soumissionnaire	Numéro d'identification fiscale	Note globale	Montant de l'offre en TTC «DA»	Montant après correction en TTC «DA»	Délai « Mois »	Critère de choix
Tranche Ferme : Réalisation de 3 Sièges (DUAC-DEP-DL)	GROUPEMENT EL HOUDAIBIYA	NIF :000601088251527	46.00	451 992 859.44 « DA »	451 992 859.44 « DA »	24 Mois	Offre Unique
Tranche Conditionnelle : VRD et Aménagement Extérieurs + Logement de Fonction				245 754 660.15 « DA »	245 754 660.15 « DA »	12 Mois	

Tout soumissionnaire contestant ce choix peut introduire un recours auprès de la Commission des marchés publics de la Wilaya de Bordj Badji Mokhtar dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale ou dans le (BOMOP) si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos , la date limite pour introduire le recours est prolongée au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires intéressés, sont invités à se rapprocher des services de la Direction des Equipements Publics, au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de publication de l'attribution provisoire, pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres.

Le Jeune Indépendant **du 06/07/2026 / ANEP 2616022876**

APRÈS FRANCE-PARAGUAY (1-0)

«Sans ce pénalty, ils ne nous battaient pas», assure le sélectionneur du Paraguay Gustavo Alfaro



Battus par les Bleus sur le fil samedi à Philadelphie, les Paraguayens sont sortis fiers de leur prestation au Mondial. Frustrés d'être passés à un but près d'un exploit retentissant contre l'une des meilleures sélections de la planète, ils voulaient trouver de la satisfaction dans le soulagement évident des Français. «Sans ce pénalty, ils ne nous battaient pas», a encore assuré Alfaro, qui a aussi laissé comprendre que ce but survenu juste avant la pause «hydratation» avait fait beaucoup de mal à ses joueurs.

Les Paraguayens quittent la Coupe du monde comme ils ont joué face à la France, samedi soir à Philadelphie : avec de l'orgueil. Interrogés en zone mixte samedi soir après leur défaite honteuse (1-0), ils voulaient trouver du réconfort après le match dans le soulagement évident des Bleus, auxquels ils ont également rendu hommage.

«Les Français ont beaucoup célébré parce qu'ils ont beaucoup souffert, a ainsi expliqué Gustavo Alfaro, le sélectionneur du Paraguay. Ils n'avaient eu aucun problème à vaincre leurs adversaires, leurs matches duraient 60 minutes et aujourd'hui, honnêtement, nous leur avons tenu la dragée haute.»

L›Albirroja a posé de sérieux problèmes aux Bleus et a longtemps cru pouvoir tenir un score nul en refusant le jeu. Ce n'est qu'à la 65e minute que Désiré Doué a obtenu le pénalty que Kylian Mbappé transformerait pour offrir la qualification à la France. «Sans ce pénalty, ils ne nous battaient pas», a encore assuré Alfaro, qui a aussi laissé comprendre que ce but survenu juste avant la pause «hydratation» avait fait beaucoup de mal à ses joueurs.

«C'est la meilleure sélection du monde et ils ont terminé en regardant la montre, se satisfaisait de son côté le milieu de terrain Matias Galarza, qui retient l'envie de révolte de son équipe dans les dix minutes de temps additionnel. Nous sommes très fiers de ce que nous avons fait.» Le Paraguay a accroché la France et c'est déjà une belle performance ; mais comme en 1998, celle-ci l'élimine sur le plus petit des scores.

En conférence de presse, Didier Deschamps a révélé s'être fait insulter par le banc paraguayen pendant le huitième de finale opposant les Bleus à l›Albirroja, samedi à Philadelphie. Le match a été marqué par une grande tension provoquée par l›aggressivité des Sud-Américains qui ont tout fait pour envenimer la rencontre. A Philadelphie, il n'y avait pas que le mercure qui est monté très haut. Entre la France et le Paraguay, en huitièmes de finale de Coupe du monde, la tension était également sur le terrain avec un match rendu houleux par l'arbitrage discutable de l'Ouzbek Ilgiz Tantashev. Les Bleus s'en sont finalement sortis grâce à un but de Kylian Mbappé à la 70e minute, après que l'arbitre a validé le pénalty obtenu par Désiré Doué à l'aide de la VAR.

«Je ne vais pas critiquer le Paraguay, chaque équipe joue comme elle peut mais les insultes, je m'en serais bien passées. Le plus important, c'est qu'il n'y ait pas d'embrouilles à la fin. Mais c'est de la littérature puisqu'on est qualifiés», a-t-il réagi en conférence de presse. Pour rappel, Didier Deschamps a eu la douleur de perdre sa mère la semaine passée avant la rencontre contre la Norvège. Il s'était absenté quelques jours pour assister aux obsèques avec ses proches.

Dans une fin de match tendue, le sélectionneur des Bleus a également fait attention à protéger Kylian Mbappé, cible de tous les Paraguayens. «A la fin du match, j'ai envoyé deux costauds pour protéger Kylian, a lancé le coach au micro de M6. En 2018, je me souviens, j'avais dû sortir Kylian contre l'Uruguay parce qu'ils allaient le découper.» La rencontre s'est terminée globalement dans le calme, les Français ne répondant pas aux provocations des Paraguayens, décidément très belliqueux.

Brillant contre le Canada, l'ancien Marocain de l'OM Azzedine Ounahi se rappelle au bon souvenir de Luis Enrique en 2022

PREMIER quart-de-finaliste de la Coupe du monde 2026, le Maroc a tangué face au Canada. Son salut est venu du pied droit d'Azzedine Ounahi, double buteur samedi à Houston. L'ancien joueur de l'OM a claqué deux frappes qui ont ouvert la voie aux Lions de l'Atlas, et qui sonnent comme un rappel de ses performances au Qatar lors du Mondial 2022. Quand même Luis Enrique salivait devant son talent...

C'est à se demander où était passé Azzedine Ounahi pendant tout ce temps. Dans la touffeur texane, dans la douleur d'un huitième de finale dont le Maroc peinait à prendre la mesure contre de valeureux Canadiens, il a soudainement décidé qu'il en était assez. À la 50e minute, le milieu de terrain a inscrit son dixième but en sélection et il a doublé la mise une demi-heure plus tard presque de la même manière : deux frappes du droit après une passe en retrait. L'une à ras de terre, l'autre sous la barre. Les Lions de l'Atlas sont en quarts de finale de la Coupe du monde et ce samedi soir, Ounahi en est le héros.

«Je suis très content de marquer aujourd'hui, ce n'était pas facile pour nous. Leur équipe nous a posé des problèmes en première mi-temps mais ‹hamdullah› (Dieu merci), on a trouvé des solutions, résumait-il devant beIN Sports après la rencontre, pas franchement à l'aise, réprimant au passage quelques éclats de rire devant la caméra. On a vu qu'il n'y a pas de match facile dans cette compétition, mais le plus important, c'est la qualification.» Celle-ci est historique, justement : jamais une sélection africaine n'avait atteint deux fois les quarts de finale en Coupe du monde.

Ce Maroc-là vient en plus de le faire deux fois de suite. En 2022, il avait éliminé l'Espagne aux tirs au but dans un match nul, vierge et pourtant mémorable. Ils ne sont que quatre joueurs marocains à avoir commencé cette rencontre il y a quatre ans et celle à Houston samedi : Bounou, Hakimi, Mazraoui... et Ounahi. Ce n'était qu'un Lionceau de l'Atlas à l'époque (il avait 22 ans, 26 aujourd'hui) mais déjà, par sa finesse technique et son intelligence de jeu, il avait marqué les esprits. Un en particulier : celui de Luis Enrique. «Le numéro 8 m'a agréablement surpris, je ne me rappelle plus de son nom, avait alors déclaré en conférence de presse l'actuel coach du PSG, sans cacher son admiration malgré l'élimination de sa Roja. Bon Dieu, d'où sort ce garçon ? Il joue très bien.» Même s'il a préféré retenir que son Canada «était la meilleure équipe ce soir», le sélectionneur des Canucks Jesse Marsch pourrait presque prononcer les mêmes mots ce samedi et il serait difficile de lui en vouloir.

Les supporters de l'Olympique de Marseille ne le savent que trop bien : de 2022 à 2026, Ounahi n'a jamais retrouvé le niveau qu'il avait affiché au Qatar. Arrivé en janvier 2023, le Marocain a trop peu donné au Vélodrome. Il s'est exilé en prêt au Panathinaïkos à l'été 2024 avant de quitter l'OM pour Gérone l'année suivante, avec qui il vient de terminer 19e de Liga. À l'heure actuelle, Azzedine Ounahi est tout à la fois un cadre d'un outsider au titre mondial et un joueur de deuxième division espagnole. À moins que ses performances américaines ne lui permettent d'esquiver les terrains d'Albacete, Eibar et Oviedo au mois de septembre...

PETKOVIC SUR LE DÉPART

La fin d'un fiasco annoncé

La rupture semblait inévitable. Selon plusieurs sources concordantes, la Fédération algérienne de football (FAF) et Vladimir Petkovic s'acheminent vers une séparation à l'amiable, quelques jours seulement après l'élimination humiliante des Verts en seizièmes de finale du Mondial 2026. Le technicien suisse s'apprêterait à présenter sa démission, une formule qui permettrait aux deux parties d'éviter tout contentieux devant les instances de la FIFA. L'accord reposerait sur une clause de rupture par consentement mutuel, assortie d'une indemnité équivalente à deux mois de salaire, alors que son contrat courait initialement jusqu'en 2028.



Photo : A. Ryad/LJI

Un dénouement logique pour un technicien dont le bilan à la tête des Fennecs restera comme l'un des plus contestés de l'histoire récente de la sélection.

Arrivé en février 2024, Vladimir Petkovic n'a jamais vraiment fait taire les critiques. Deux ans et demi durant lesquels l'équipe nationale n'a cessé d'alterner résultats en dents de scie et prestations sans relief, sans qu'une véritable identité de jeu n'émerge. L'ancien défenseur international Djamel Benlamri résumait ainsi ce sentiment partagé par de nombreux observateurs : en plus de deux ans avec ce sélectionneur, les Verts n'ont jamais affiché une identité claire.

Le paradoxe est resté entier jusqu'au bout : la FAF, présidée par Walid Sadi, avait choisi de prolonger le contrat de Petkovic jusqu'en 2028 avec revalorisation salariale, juste avant le départ pour la Coupe du monde. Une décision aujourd'hui jugée précipitée, voire incompréhensible, au regard du parcours qui a suivi.

L'ENTÊTEMENT TACTIQUE QUI A COÛTÉ CHER

C'est surtout sur le plan tactique que le bilan de Petkovic aura viré au fiasco. Tout au long du Mondial américain, le sélectionneur suisse s'est illustré par des choix contestés et une obstination qui a fini par se retourner contre lui. Après une lourde défaite d'entrée face à l'Argentine (0-3), une victoire poussive contre la Jordanie et un nul à la tonalité particulière face à l'Autriche, l'Algérie s'est présentée diminuée face à la Suisse en seizièmes de finale.

Ce jour-là, Petkovic a réservé la plus grande surprise de son mandat : aligner une équipe sans véritable avant-centre, avec le jeune Ibrahim Maza, pourtant auteur d'une prestation de très haut niveau en phase de groupes, positionné en faux numéro 9. Un pari expérimental qui n'a jamais fonctionné et qui a neutralisé l'un des rares joueurs en forme de la sélection. Résultat : une défaite sans appel (2-0), scellée par des buts de Breel Embolo et Dan Ndoye, et une élimination précoce qui a plongé tout un pays dans l'incompréhension.

Loin de reconnaître une erreur d'appréciation, Petkovic a défendu son choix devant les médias, assurant assumer pleinement sa décision d'aligner un seul attaquant et refusant d'y voir la cause de l'échec. Une position qui a exaspéré une partie du vestiaire : plusieurs joueurs, selon des informations de presse, envisageraient même de faire une pause avec la sélection tant que le technicien suisse restait en poste.

L'ancienne gloire des Verts Rabah Madjer n'a pas mâché ses mots après la rencontre, estimant que les décisions du sélectionneur avaient démoralisé le groupe et que la défaite était pleinement méritée. Une sévérité largement partagée dans la presse sportive algérienne, qui a pointé un véritable désordre tactique et une équipe sans repères ni identité de jeu.

Cette désillusion collective s'est doublée d'un symbole fort : Riyad Mahrez, dernier cadre de l'épopée victorieuse de la CAN 2019, a annoncé sa retraite internationale dans la foulée de l'élimination, mettant fin à douze années de service sous le maillot national. Un départ qui referme, dans la douleur, le chapitre d'une génération qui avait fait rêver l'Algérie. Avec ce départ désormais acté, la FAF devrait engager rapidement les démarches pour désigner un successeur. Le bureau fédéral est attendu dès le retour de la délégation nationale pour officialiser un nouveau nom. Le prochain sélectionneur héritera d'un groupe au potentiel individuel réel, mais confronté à un chantier bien plus vaste que le seul choix d'un entraîneur : retrouver une identité de jeu, restaurer la cohésion du vestiaire et remettre de l'ordre dans une gouvernance fédérale elle aussi pointée du doigt par une partie de l'opinion publique

Nassim Mecheri

Sadi ne veut rien précipiter

L'ALGÉRIE a quitté la Coupe du monde 2026 par la petite porte, battue par la Suisse (2-0) en seizièmes de finale, et c'est peu dire que la sortie a laissé des traces. Cette élimination relance immédiatement le débat sur l'avenir de Vladimir Petkovic à la tête des Verts. Mais du côté de la Fédération algérienne de football, la précipitation n'est pas de mise.

Walid Sadi, président de la FAF et ministre des Sports, se retrouve au cœur d'une équation délicate. Il doit d'un côté gérer la fin de la collaboration avec Petkovic dans les meilleures conditions financières possibles, et de l'autre trouver rapidement un successeur, tant l'agenda ne laisse guère de répit : les éliminatoires de la CAN 2027 démarrent dès septembre, obligeant la sélection à connaître au plus vite l'identité de son futur driver.

Le dossier est d'autant plus sensible que la situation contractuelle du technicien suisso-bosnien complique la donne. Prolongé jusqu'en 2028 quelques jours seulement avant le coup d'envoi du Mondial, dans un geste présenté comme un pari sur la continuité, Petkovic se retrouve aujourd'hui au centre d'une contestation venue de toutes parts : joueurs, observateurs, opinion publique. Plusieurs cadres de l'équipe se seraient d'ailleurs interrogés sur les choix tactiques opérés lors du tournoi.



Plutôt que de céder dans l'urgence à la pression ambiante, Walid Sadi semble vouloir prendre le temps de la réflexion avant d'acter un changement à la tête du banc national. Une méthode qui s'explique par plusieurs facteurs : la nécessité de solder proprement le contrat en cours, l'absence d'un successeur qui ferait l'unanimité, et la volonté de ne pas répéter une décision prise dans la précipitation, comme cela avait été le cas avec la prolongation controversée validée juste avant le Mondial.

En coulisses, différents noms circulent déjà. L'idée d'un staff majoritairement algérien semble gagner du terrain, notamment pour des raisons budgétaires. Un argument financier qui pèse dans la balance, puisque le salaire mensuel du sélectionneur sortant, l'un des plus élevés du continent, pourrait être remplacé par une enveloppe nettement inférieure allouée à un staff technique national.

Reste que rien n'est arrêté. Walid Sadi entend visiblement consulter, comparer les profils et ne trancher qu'une fois toutes les options pesées, quitte à laisser le suspense durer encore quelques semaines avant l'échéance de septembre.



Frugalité, liquid cooling, IA… AWS optimise l'infrastructure de ses datacenters avec un PUE à 1,04 !

En préliminaire à sa conférence « Re:Invent 2024 », AWS annonce avoir atteint les 100% d'énergie renouvelable dans ses datacenters et veut y généraliser le refroidissement liquide.

AWS:Reinvent 2024 débute aujourd'hui avec sa traditionnelle et très attendue pluie d'annonces et innovations Cloud. Et pour nous mettre l'eau à la bouche, le cloud d'Amazon veut afficher un visage plus éco-responsable avec quelques annonces phares.

Tout d'abord, AWS confirme avoir atteint 7 ans avant sa deadline « 2030 » son objectif d'atteindre 100% d'énergie renouvelable dans la consommation électrique de ses opérations.

Par ailleurs, AWS a pour la toute première fois publié les chiffres PUE de ses datacenters (Power Usage Effectiveness), et ils sont bien meilleurs que les prédictions des analystes. En 2023, AWS a atteint un PUE global de 1,15 (pour l'ensemble de ses datacenters) avec même un PUE à 1,04 pour ses dernières régions cloud les plus efficientes !

Mais surtout, AWS a annoncé une série de changements majeurs dans la conception de ses datacenters et de ses infrastructures cloud. Notamment, l'hyperscaler va généraliser le refroidissement liquide sur tous ses serveurs IA (et d'autres machines) que ces derniers soient animés par ses propres accélérateurs Trainium 2 ou par ceux de NVidia (à l'instar des nouvelles machines animées par les superchips GB200). « AWS a développé de nouvelles solutions de refroidissement mécanique offrant un refroidissement configurable « liquid-to-chip » dans ses centres de données nouveaux et existants » explique l'hyperscaler.

Par ailleurs, AWS utilise désormais une IA maison pour optimiser l'emplacement des racks au sein même de ses datacenters et aurait déjà obtenu des gains d'efficience de l'ordre de 12%.

Enfin, AWS annonce avoir à la fois mis à jour ses systèmes de contrôle et simplifier la distribution électrique au sein de ses datacenters.

« Les dernières améliorations apportées à la conception des datacenters d'AWS comprennent une distribution électrique simplifiée et des systèmes mécaniques, qui permettent une disponibilité de l'infrastructure de 99,9999 %. Les systèmes simplifiés réduisent également de 89 % le nombre potentiel de racks pouvant être affectés par des problèmes électriques » assure un communiqué publié par AWS.

D'autres améliorations dans le design des datacenters permettent à « l'infrastructure d'AWS de se révéler 4,1 fois plus efficace qu'une infrastructure on-premises. Lorsque les charges de travail sont optimisées sur et pour AWS, l'empreinte carbone qui leur est associée peut-être réduite jusqu'à 99% » ajoute l'hyperscaler.

Parmi ces améliorations, AWS a instauré un nouveau système de refroidissement, intégrant une architecture mono-face et des capacités de refroidissement liquide, qui permet une réduction de 46% de la consommation énergétique mécanique en période de pointe, tout en maintenant une consommation d'eau stable par mégawatt.

Sur le plan structurel, AWS repense la construction même de ses infrastructures. L'utilisation de matériaux bas carbone et l'optimisation de la conception permettent de réduire de 35% l'empreinte carbone du béton par rapport aux standards de l'industrie.

Cette approche s'accompagne d'une réduction globale de l'utilisation d'acier dans la construction.

Enfin, les efforts écologiques s'étendent également aux systèmes de secours, avec l'adoption progressive du diesel renouvelable pour les générateurs de backup.

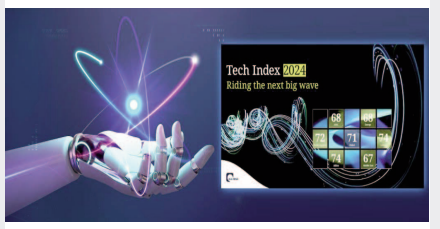
Ce carburant biodégradable et non toxique réduit jusqu'à 90% les émissions de gaz à effet de serre sur l'ensemble de son cycle de vie comparé au diesel fossile.

Cette transition est déjà effective en Europe et en Amérique.

« AWS continue d'innover sans relâche dans son infrastructure pour créer le cloud le plus performant, résilient, sécurisé et durable pour les clients du monde entier », explique Prasad Kalyanaraman, vice-président des services d'infrastructure chez AWS.

« Ces capacités de datacenter représentent une avancée importante avec une efficacité énergétique accrue et une prise en charge flexible des charges de travail émergentes. Mais ce qui est encore plus excitant, c'est qu'ils sont conçus pour être modulaires, ce qui nous permet de moderniser notre infrastructure existante par le refroidissement liquide et l'efficacité énergétique afin d'alimenter des applications d'IA générative tout en réduisant notre empreinte carbone ».

La Tech mondiale reste optimiste malgré les contextes très incertains



L'INDICE technologique 2024 (Tech Index) de DLA Piper révèle une surprenante confiance du secteur tech mondial, y compris dans les entreprises européennes, malgré un contexte économique et géopolitique très incertain.

Publié tous les deux ans, l'indice de confiance de la Tech de DLA Piper s'internationalise en 2024. Celui-ci cherche à analyser et mesurer les perspectives et tendances du secteur technologique. Une internationalisation qui lui permet d'atteindre un niveau historique de 71 points, dépassant le précédent record de 68. Cette tendance positive se manifeste particulièrement en Amérique du Nord, en Amérique latine et en Afrique, tandis que le Moyen-Orient, l'Europe et l'Asie-Pacifique affichent un optimisme plus modéré mais tangible de 68 points.

Les perspectives de croissance s'avèrent en effet encourageantes : deux tiers des entreprises interrogées anticipent une augmentation de leur chiffre d'affaires sur les 12 prochains mois, dont plus d'un tiers table sur une progression supérieure à 6%.

L'IA au cœur de cette dynamique

L'intelligence artificielle émerge comme le moteur principal de cette dynamique optimiste, avec 63% des répondants qui l'identifient comme leur priorité stratégique. L'Europe se distingue particulièrement sur ce point, 72% des organisations européennes plaçant l'IA au cœur de leur développement. Une IA jugée essentiellement par les européens d'abord comme un levier d'efficacité et productivité, un moyen de gagner en flexibilité et un outil d'aide à la prise de décisions plus éclairées.Mais une IA qui inquiète sur ses coûts de mise en œuvre et qui interroge surtout les européens sur ses impacts sur l'emploi, sur son ROI, sur les défis de conformité alors que les autres régions d'y mondent y voit davantage des défis de sécurité et de confidentialité, des défis éthiques ou des résistances au changement.

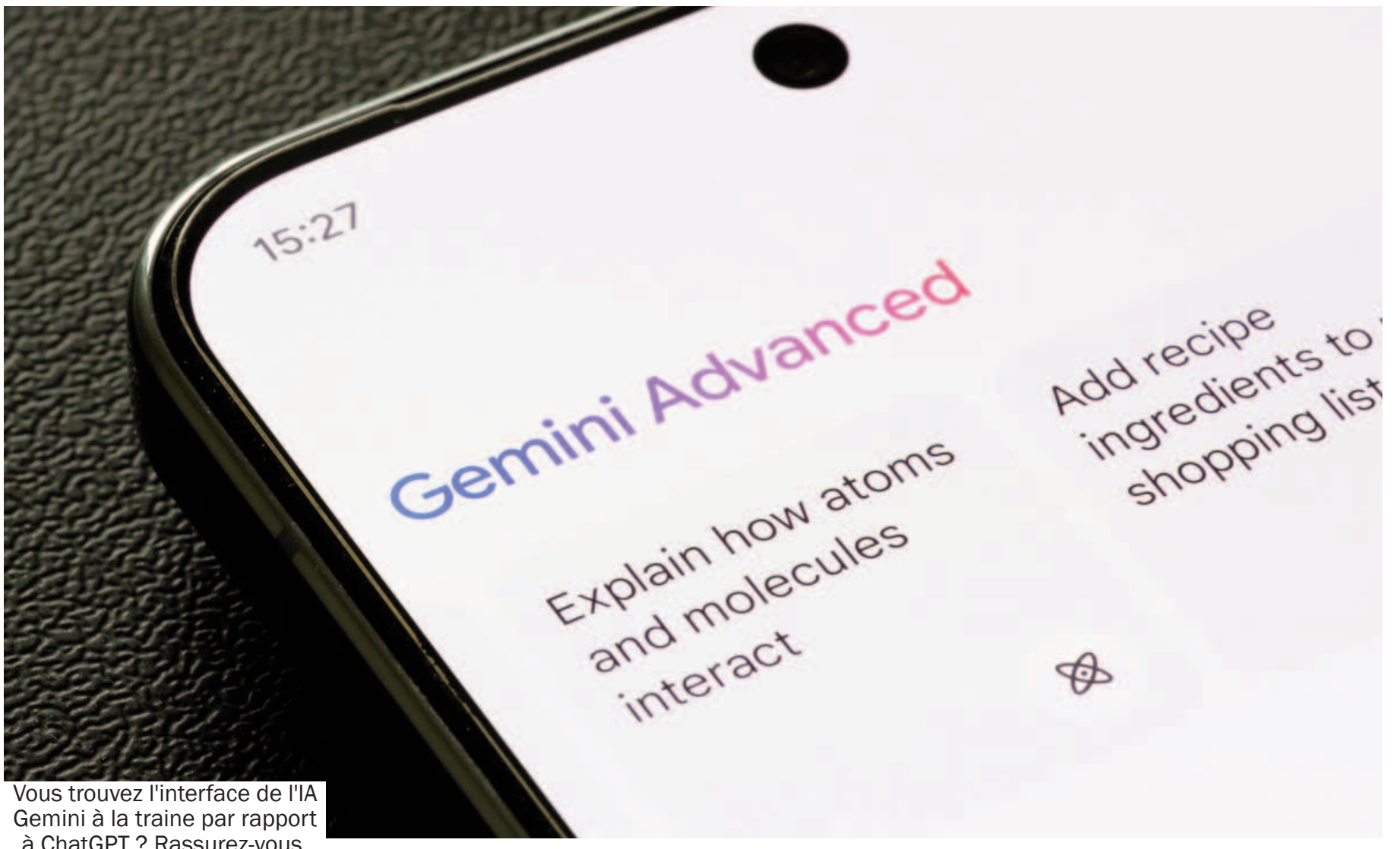
Une cybersécurité à l'agenda mais pleine de paradoxes

Autre sujet phare, la cybersécurité tient une place privilégiée aussi bien dans le rapport que dans l'agenda des entreprises. Le rapport DLA Piper 2024 révèle un paradoxe dans l'approche des entreprises face aux cybermenaces. Alors qu'une majorité des organisations affiche une confiance marquée dans leurs dispositifs de protection, l'analyse approfondie dévoile des fragilités structurelles préoccupantes et révèle qu'en pratique beaucoup n'ont pas encore mis en place des mesures clés, telles que des évaluations régulières des risques ou des stratégies robustes de gestion des incidents.

Cette dichotomie se manifeste particulièrement dans le décalage entre perception et réalité opérationnelle. Si 79% des entreprises ont désigné un responsable dédié aux incidents cyber, seules 75% disposent effectivement d'un plan d'action formalisé. Cette situation traduit un optimisme potentiellement excessif face à des menaces en constante sophistication.

Pour les rapporteurs, l'évolution du cadre réglementaire, notamment avec l'introduction de directives comme NIS2 en Europe et CIRCIA aux États-Unis, pousse néanmoins les organisations vers une approche plus structurée. La cybersécurité s'intègre progressivement aux stratégies de transformation numérique, dépassant son statut initial de simple centre de coût pour devenir un véritable investissement stratégique. Cette mutation s'accompagne d'une prise de conscience croissante : la conformité réglementaire, au-delà des contraintes qu'elle impose, constitue un catalyseur d'innovation et de résilience organisationnelle. 75% des participants considèrent l'environnement réglementaire actuel comme favorable à la croissance. Toutefois, l'écart persistant entre la confiance affichée et le niveau réel de préparation des entreprises souligne l'urgence d'un renforcement substantiel des dispositifs de protection.

Gemini a un gros problème d'interface, et Google va y remédier



Vous trouvez l'interface de l'IA Gemini à la traine par rapport à ChatGPT ? Rassurez-vous, Google aussi, et le moteur de recherche prépare une nouvelle version plus utile et complète.

Avec Gemini 3, Google a frappé un grand coup. Il y a seulement quelques jours, l'entreprise américaine a annoncé le lancement de son dernier modèle de langage et a démontré d'excellents résultats. Gemini 3 fait mieux que GPT-5 d'OpenAI dans les différents benchmarks et les utilisateurs semblent séduits par cette mise à jour. Le succès est tel que Google a du restreindre en catastrophe l'accès à son IA pour les utilisateurs sans abonnement afin de soulager ses serveurs. Le tableau semble donc idyllique pour le moteur de recherche, mais il y a un grain de sable dans la machine : l'application mobile. Et Google veut améliorer les choses dans les prochaines semaines.

Un chatbot un peu trop simple et absent sur les PC et Mac

Gemini est très bien intégré dans Android, mais pour les autres plateformes, c'est une autre histoire. Sur mobile, l'interface du chatbot est plus que très limitée, surtout face à ChatGPT. Là ou ce dernier propose plusieurs options pour multiplier les usages, Gemini se contente d'être une simple boite vide où l'on tape ses requêtes et ses demandes.

Pire encore : Gemini ne dispose pas d'application Windows ou Mac. Il faut impérativement en passer par un navigateur pour accéder à l'intelligence artificielle. OpenAI, lui, propose une application ChatGPT native sur les deux plateformes de bureau, qui intègre notamment de nombreuses extensions pour connecter des services tiers comme Notion, ou encore le bloc-notes d'Apple.

Bref, l'IA de Google fait pâle figure face à son concurrent direct, et fort heureusement pour les utilisateurs, l'entreprise californienne est au courant et prépare une grosse mise à jour pour revenir dans la course.

Google va proposer une refonte de son app, et des versions de bureau pour concurrencer ChatGPT

Sur son compte X, Logan Kilpatrick, lead product pour Google AI Studio et Gemini API, a partagé la bonne nouvelle à ses abonnés. Oui, Google travaille à une nouvelle version de son application mobile, avec une interface entièrement revue et améliorée.

L'ingénieur confirme dans la même discussion que Google prépare des applications Gemini natives pour Windows et macOS.

Il sera enfin possible d'utiliser l'IA dans son workflow, en intégrant ses logiciels dans l'application pour traiter des données stockées en local sur son PC et faciliter l'utilisation du modèle de langage dans sa journée de travail.

Seule inconnue pour le moment : la fenêtre de lancement. Le responsable de Google ne s'attarde pas sur le timing, et promet une arrivée prochaine de ces deux applications et de la refonte de Gemini dans sa version mobile.

Les agents d'IA connaissent une croissance fulgurante sur AWS Marketplace



LORS de re:Invent 2025, AWS Marketplace introduira également de nouvelles fonctionnalités pour simplifier le déploiement d'agents d'IA dans les PME et les grandes entreprises.

En juillet 2025, alors qu'AWS Marketplace s'apprêtait à lancer un catalogue d'agents d'IA sur sa plateforme cloud, le responsable de l'équipe s'était fixé pour objectif de proposer 50 agents d'IA à ses clients. Au moment de l'annonce officielle du lancement, la plateforme comptait déjà plus de 800 agents. cette année (du 1er au 5 décembre), ce nombre avait explosé pour atteindre plus de 2 100.

« La vitesse à laquelle nous nous développons est vraiment impressionnante », a déclaré Matt Yanchyshyn, vice-président d'AWS Marketplace et des services partenaires.

Lors de re:Invent, AWS Marketplace annoncera deux nouveautés visant à accélérer encore le déploiement d'agents d'IA sur sa plateforme :

MODE AGENT

Cette mise à jour de l'interface utilise l'IA générative et des agents pour rendre la découverte et le déploiement des agents beaucoup plus rapides et fluides. Désormais, les clients peuvent utiliser des requêtes en langage naturel pour trouver les meilleurs agents sur la plateforme et utiliser la nouvelle interface de chat pour poser des questions complémentaires et même télécharger des documents internes afin d'affiner les résultats et de répondre aux exigences techniques et commerciales de l'entreprise. Le mode agent permet également aux clients de comparer les offres de différents agents afin que les responsables informatiques puissent présenter ces informations au directeur financier lorsqu'il demande : « Quelles autres alternatives avez-vous envisagées ?» lors du processus d'approbation financière. Ainsi, AWS Marketplace a créé un agent pour vous aider à déployer des agents IA.

Offres privées Express

AWS est généralement reconnu comme une plateforme libre-service à la demande, utilisée par les startups et les services indépendants des entreprises pour déployer rapidement des solutions facilement évolutives, tout en respectant les exigences de sécurité et de conformité de l'entreprise.

Cependant, certaines organisations ont besoin d'une tarification privée basée sur une grille tarifaire préférentielle du vendeur. Les vendeurs peuvent désormais collaborer avec AWS pour automatiser la tarification personnalisée selon leurs propres conditions et permettre aux clients de recevoir automatiquement des offres personnalisées en quelques minutes. Cela permet à l'équipe commerciale du vendeur de se concentrer sur des transactions plus complexes, tandis que l'automatisation peut conclure les transactions simples plus rapidement et plus facilement.

AWS Marketplace améliore également le processus en facilitant les transactions internationales.

« Nous sommes une place de marché mondiale et ce qui est vraiment intéressant, c'est que nous voyons des entreprises utiliser [AWS] Marketplace pour se développer à l'international », a déclaré Yanchyshyn, « mais aussi des entreprises hors des États-Unis qui utilisent Marketplace pour atteindre des clients qu'elles n'auraient peut-être pas pu atteindre autrement… Nous prenons en charge la gestion complète des devises locales, par exemple.

Le corps humain flotte sur l'eau de la mer Morte !



La mer Morte, également connue sous le nom de la mer de sel, n'est en fait pas une mer mais un lac qui est entouré par la Palestine, Israël et la Jordanie d'une superficie de 810 kilomètres carré et d'une profondeur de 400 mètres. Ce lac se situe à 420 mètres au-dessous du niveau de la mer, ce qui en fait le lieu le plus bas de la terre. L'eau de ce lac a la particularité d'être extrêmement salée avec une salinité qui dépasse les 30% (la salinité de l'eau de mer est de 5% au maximum), sa masse volumique et de 1 240 kg.m-3, ce qui permet au corps humain de flotter facilement. La mer Morte se caractérise aussi par sa teneur élevée en minéraux qui sont bénéfiques pour notre santé.

Selon les estimations, 10 millions d'ouvriers sont morts en construisant la Grande Muraille de Chine !



La Grande Muraille de Chine est l'une des créations les plus anciennes, les plus grandes et les plus célèbres de l'ingéniosité humaine, mais il y a des choses que vous ne connaissez certainement pas à propos de cet ancien site chinois.
La Grande Muraille n'était pas la première fortification érigée en territoire chinois pour protéger les citoyens contre les envahisseurs étrangers. Dès le 8ème siècle av. J.-C, des barrières étaient construites pour repousser les armées nomades.
Lorsque Qin Shi Huang s'empara du pouvoir de principautés voisines en 221 avant notre ère et donna la naissance à la dynastie Qin, il entreprit la construction d'un mur de 5000 kilomètres pour protéger son territoire. Les dynasties ultérieures ont continué ce travail et ont ajouté leurs propres fioritures. Alors que la construction commença sous la dynastie Qin, les segments reconnaissables lorsque nous visualisons la Grande Muraille furent en grande partie l'œuvre de la dynastie Ming, qui créa ces facettes entre les XIVe et XVIIe siècles de notre ère.

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS



Hercule a un message pour le Vaucluse… et il vient d'Orange

• Un visage monumental vieux de près de 2 000 ans intrigue autant qu'il fascine. Découvert à Orange, ce masque d'Hercule à la bouche ouverte est devenu l'emblème de Memento, le nouveau pôle des patrimoines du Vaucluse

Un visage imposant, des yeux perçants, une barbe épaisse et une bouche ouverte comme un cri figé dans la pierre.
Voilà l'image forte choisie pour incarner Memento, le nouveau pôle des patrimoines du département de Vaucluse installé à Avignon.
Ce visage, impossible de l'oublier. Il appartient à Hercule. Une figure mythologique puissante qui traverse les siècles avec un message étonnamment actuel. Derrière cette campagne de communication réussie se cache surtout une découverte archéologique fascinante faite à Orange.

Un masque impressionnant découvert sous terre à Orange

C'est en février 2019, dans le quartier des Fourches-Vieilles à Orange, que des archéologues tombent sur cette pièce exceptionnelle lors d'un diagnostic d'archéologie préventive.
Sous terre, ils découvrent un immense masque en calcaire d'environ 60 centimètres. Sa forme ovale impressionne immédiatement. Les traits sont puissants, presque théâtraux. Les sourcils sont marqués, la barbe épaisse, la moustache prononcée.
Mais ce qui frappe le plus, c'est cette bouche grande ouverte. Comme si ce visage antique cherchait à lancer un avertissement. Ou à protéger.
Impossible de rester indifférent devant cette expression saisissante.

Le détail qui prouve qu'il s'agit bien d'Hercule

Un visage barbu de l'Antiquité pourrait évoquer plusieurs personnages. Pourtant, un indice minuscule permet d'identifier sans doute possible le héros mythologique.
Sur la tempe droite du masque, malgré une coiffure abîmée, les archéologues distinguent une grosse canine et trois molaires. Pas des dents humaines. Des dents de lion !
Ce détail change tout. Il s'agit des restes de la gueule du lion de Némée, que Hercule portait sur sa tête après son premier exploit mythique.
Dans la mythologie, ce lion est une créature monstrueuse et invulnérable. Hercule réussit à le vaincre, puis garde sa peau comme trophée.
Sur ce masque d'Orange, cette peau de lion apparaît encore clairement. C'est la signature du héros.

Le gardien de la cité des morts

Le rôle de ce masque était loin d'être décoratif. Il était placé en hauteur, à l'entrée d'une nécropole romaine. Autrement dit, à l'entrée de la ville des morts. Chaque passage vers cet espace funéraire se faisait sous le regard d'Hercule. Le symbole est fort. Pour entrer dans Orange, il fallait d'abord passer par la ville des défunts.
Dans la Gaule romaine, Hercule apparaît souvent dans les décors funéraires. Il représente la force, le courage et la victoire face à la mort.
C'est le héros qui affronte les monstres, descend aux enfers et triomphe de l'impossible. Il finit même par accéder à l'immortalité.À Orange, ce cri de pierre semble porter un message de protection. Une présence destinée à veiller sur les défunts.

D'un site antique aux affiches de Memento

Après près de 2 000 ans d'histoire, Hercule a trouvé une nouvelle mission.
Le masque est désormais exposé au Musée d'art et d'histoire d'Orange, où il continue de fasciner visiteurs et passionnés de patrimoine.
Son visage a aussi quitté les salles du musée pour apparaître sur les affiches, les supports de communication et l'identité visuelle de Memento partout en Vaucluse. Un choix particulièrement fort.
Autrefois, Hercule gardait les morts. Désormais, il attire les vivants vers l'histoire, l'archéologie et le patrimoine du Vaucluse.

C'est quoi les Palaos, ce petit pays du Pacifique qui a accepté d'accueillir des migrants expulsés par les Etats-Unis ?

PALAOS

POINT GÉO • Zoom sur cet archipel situé à environ 800 kilomètres à l'est des Philippines
Les Palaos ont accueilli un premier migrant expulsé des Etats-Unis, alors qu'un accord prévoit l'accueil de 75 exilés au maximum, ont annoncé ce mercredi les autorités de ce pays insulaire du Pacifique. Situés en Micronésie, dans le Pacifique occidental, à environ 800 kilomètres à l'est des Philippines, les Palaos, appelés aussi Palau, sont un Etat insulaire d'Océanie. L'archipel compte quelque 20.000 habitants répartis sur des centaines d'îles.
L'Etat des Palaos a obtenu son indépendance en 1994, mais le pays autorise l'armée américaine à utiliser son territoire au titre d'un ancien accord de « libre association ». En contrepartie, les États-Unis versent des centaines de millions de dollars en soutien budgétaire et sont responsables de sa défense nationale. Ils permettent aussi l'usage du dollar américain comme monnaie officielle.

Lien étroit avec les Etats-Unis

Les installations militaires américaines se sont d'ailleurs développées aux Palaos depuis l'arrivée au pouvoir de Surangel Whipps en 2020, dans un contexte d'intensification des activités militaires de la Chine dans le détroit de Taïwan.
Selon un protocole d'accord signé en décembre, les Palaos vont autoriser jusqu'à 75 ressortissants de pays tiers en provenance des États-Unis à vivre et travailler dans leur territoire. En contrepartie, les Etats-Unis accorderont 7,5 millions de dollars aux Palaos pour le financement de services publics et d'infrastructures.



20,98°C: les océans mondiaux ont atteint un pic de chaleur en juin

Les océans mondiaux viennent de connaître leur mois de juin le plus chaud jamais observé, et pourraient battre de nouveaux records en 2026, sous l'effet combiné d'El Niño et du réchauffement climatique, a annoncé mercredi l'observatoire européen Copernicus Marine.



La température moyenne à la surface des océans, qui couvrent les deux-tiers de la planète, a atteint 20,98°C en moyenne en juin, battant le précédent record de juin 2024 (20,89°C). Le premier semestre 2026 dans son ensemble est le deuxième plus chaud jamais enregistré, juste derrière les six premiers mois de 2024.

"Les conditions actuelles pourraient indiquer le début d'une nouvelle phase, nous conduisant, une fois de plus, en territoire inconnu", a prévenu Carlo Buontempo, directeur du Service Copernicus sur le changement climatique, cité dans un communiqué. "Avec des températures océaniques à ces niveaux et El Niño à l'horizon, nous devrions voir d'autres records de température tomber dans les mois à venir", a-t-il ajouté.

Les températures ont été particulièrement élevées en juin dans le centre et l'est du Pacifique équatorial, la zone qui subit de plein fouet l'effet d'El Niño, phénomène climatique naturel qui réchauffe les eaux de surface, entraînant des épisodes de sécheresse, inondations et températures record dans le monde. L'océan Pacifique tropical a ainsi enregistré son premier semestre le plus chaud de l'histoire (26,91°C), battant d'un cheveu le précédent record établi en 2016.

"Parmi les années les plus chaudes"

Selon les experts, El Niño, nommé ainsi en référence à l'enfant Jésus, parce que le phénomène a d'abord été observé autour de la période de Noël, pourrait devenir en fin d'année l'un des plus intenses jamais enregistrés. Avec l'arrivée d'une année El Niño (...), on peut s'attendre à ce que 2026 figure parmi les années les plus chaudes jamais enregistrées", a déclaré Simon van Gennip, océanographe à Mercator Ocean International, au cours d'une conférence de presse en ligne. "Il est encore impossible de dire de combien exactement", a-t-il ajouté. En 2024, dernière année en date marquée par ce phénomène, la température moyenne à la surface des océans avait atteint un niveau record de 20,9°C en moyenne, avant de reculer légèrement l'année suivante, selon les statistiques de Copernicus.

Ce phénomène climatique naturel, qui revient tous les deux à sept ans, s'ajoute à une tendance de fond de réchauffement des océans, dû à l'accumulation de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Les océans jouent en effet un rôle de régulateur du climat en absorbant 90% de la chaleur excédentaire générée par les activités humaines, notamment la combustion de pétrole, de gaz et de charbon.

Canicule marine

Depuis le début de l'année, les quatre cinquièmes (82%) de l'océan mondial ont connu des vagues de chaleur marines. Près de la moitié de la surface océanique a souffert de canicules fortes à extrême. L'océan pacifique tropical et la mer Méditerranée ont été particulièrement touchés.

Mer fermée, très sensible aux évolutions de l'atmosphère, la Méditerranée a ainsi connu des vagues de chaleur sur quasiment toute sa surface (98%) au premier semestre, et un record de température en juin 2026 à 24,34°C.

Le nord-ouest de la Méditerranée, en particulier, est touché par une vague de chaleur qui a atteint un pic d'intensité record pour la zone lundi, avec une moyenne de 5,2°C de différence avec les valeurs normales, a indiqué mardi l'Institut des Sciences de la Mer (CSIC), basé à Barcelone, soulignant que ce record était dû en grande partie à la canicule que vient de traverser l'Europe. Les canicules marines mettent à rude épreuve les espèces marines les moins mobiles, allant jusqu'à provoquer des mortalités massives chez les coraux, les gorgones, les oursins, les mollusques, etc. "Il est important de surveiller ces phénomènes (de canicule marine, ndlr), car ils ont des répercussions importantes sur la météo", a pointé M. Van Gennip, ajoutant que ces températures élevées pouvaient "fournir une énergie supplémentaire à l'atmosphère" pour créer des "circonstances favorables" à des phénomènes de pluies extrêmes, de type "épisodes méditerranéens".

Le réchauffement des océans dilate l'eau, ce qui élève le niveau de la mer. Il aggrave aussi des phénomènes météorologiques extrêmes comme les pluies intenses ou les cyclones.

Quand est apparu le premier trou dans la couche d'ozone? Bien plus tôt qu'on le pensait

DES SCIENTIFIQUES ont récemment remis en question plusieurs certitudes sur la couche d'ozone. Ils ont notamment découvert que son appauvrissement avait commencé bien avant l'apparition du premier trou observé en 1985, et que le produit chimique responsable ne serait pas celui initialement suspecté.

La couche d'ozone est une fine couche de gaz située dans la stratosphère, entre environ 15 et 35 km d'altitude autour de la Terre. Elle agit comme un bouclier naturel en absorbant une grande partie des rayons ultraviolets (UV) provenant du Soleil.

Mais en 1985, des scientifiques ont découvert un trou dans cette couche, qu'ils ont attribué aux chlorofluorocarbones (CFC), des produits chimiques industriels utilisés à l'époque comme réfrigérants, propulseurs, agents d'expansion de mousse et solvants, et responsables de cette diminution. Suite à cette découverte, un effort mondial a été réalisé afin d'éliminer progressivement l'utilisation des CFC. Depuis, la couche d'ozone se reconstitue, notamment au-dessus de l'Antarctique. Cette découverte avait été rendue possible en partie grâce aux instruments de mesure disponibles à l'époque.

Mais les progrès réalisés dans ce domaine, ainsi que le développement des satellites et d'autres technologies de surveillance, ont récemment amené les scientifiques du MIT à s'interroger sur l'existence de signes plus précoces de l'appauvrissement de la couche d'ozone, ainsi que sur le moment et les lieux où ils auraient pu apparaître. Ils ont alors découvert dans le cadre d'une étude publiée dans les Actes de l'Académie nationale des sciences, que les premiers signes d'appauvrissement de la couche d'ozone sont apparus dès 1957, soit environ 30 ans avant la découverte du trou dans la couche d'ozone.

Les chlorofluorocarbones n'étaient pas la cause du trou dans la couche d'ozone

À la fin des années 1980, la chimiste atmosphérique Susan Solomon a dirigé plusieurs expéditions afin de mesurer la composition de la stratosphère. Les résultats ont confirmé que les chlorofluorocarbones (CFC), des substances chimiques utilisées à l'échelle mondiale, étaient à l'origine de la destruction de l'ozone. À l'époque, la présence de ces molécules précisément dans les zones où l'on observait un appauvrissement de la couche d'ozone ne pouvait s'expliquer que par un seul mécanisme chimique : l'ozone était détruit par des atomes de chlore isolés. Peu de temps après, la quasi-totalité des pays a signé le Protocole de Montréal, qui a permis l'élimination progressive des CFC et autres substances appauvrissant la couche d'ozone. Grâce à cette coopération internationale, les scientifiques observent depuis quelques années les premiers signes de reconstitution de la couche d'ozone.



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. :
  (0662) 18.41.81
  Fax :
  (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. :
  (026) 22.95.62
  Fax : (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax :
  (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N°10
  N° Tél :
  034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- TipasaB.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. :
  (024) 43.60.26

© 1990-2026

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Constipation de l'enfant



La constipation est un trouble digestif pouvant être très gênant et douloureux chez l'enfant. La mauvaise qualité des selles et les maux de ventre sont les symptômes les plus courants rencontrés chez ces jeunes sujets. Une révision de l'alimentation peut s'avérer nécessaire pour rétablir le transit intestinal mais pas seulement. Parfois, des changements survenus dans le cadre familial peuvent être à l'origine de ces troubles digestifs. La constipation est responsable de jusqu'à 5% des consultations chez le pédiatre.

appels sur la digestion des aliments

La digestion des aliments est un processus débutant au niveau de la bouche par la mastication. Ces aliments descendent ensuite au niveau de l'œsophage puis atteignent l'estomac.
Une fois arrivés dans l'estomac, les aliments subissent une première digestion. Ensuite, ils traversent l'intestin grêle puis le côlon où certains nutriments nécessaires au bon fonctionnement de l'organisme vont être absorbés. C'est au cours du passage dans le tube digestif, que les aliments ingérés vont être dégradés par la flore intestinale. Ainsi, les résidus issus de cette digestion vont constituer les selles.
Le besoin de déféquer est provoqué par la pression exercée sur le rectum par les matières fécales. En se contractant, le côlon et les muscles abdominaux permettent l'expulsion.

Caractéristiques de la constipation

Définition
La constipation est un phénomène courant chez les enfants mais décrite différemment suivant leur âge.
Chez les nourrissons par exemple, elle se caractérise par du retard ou des difficultés à évacuer les selles pendant au moins un délai d'1 mois et de 2 mois pour des enfants plus âgés.
Le retard en question est dû à la progression trop lente des selles jusqu'au côlon qui est l'organe fondamental assurant la bonne évacuation des selles.

La vitesse du transit intestinal est variable selon l'âge du sujet.

Plus l'enfant grandit, plus le nombre de selles diminue en raison de l'augmentation de la taille de son tube digestif avec le temps.
En règle générale, chez le nourrisson (au biberon) l'émission des selles est estimée à moins d'une fois par jour tandis que chez le nourrisson allaité au sein, cette fréquence est plutôt très variable. Une fois que l'enfant est devenu plus grand, au moins 3 selles par semaine sont attendues.
Dans tous les cas, les bébés de moins de 2 mois sont rarement constipés. Ce sont surtout les sujets de 6 mois à 4 ans qui sont le plus souvent touchés par ce type d'affection intestinale.
Néanmoins, même si le nombre de selles diminue, il se peut que l'enfant aille très bien tant que les selles restent molles et qu'il n'y a pas de symptômes modifiant son comportement général.
Une perturbation de l'émission des selles (tendant à s'allonger) ou un changement observé au niveau de la consistance sont les 2 grands critères permettant de parler de constipation chez un sujet.
En effet, les selles sont plus dures et parfois plus importantes que d'habitude, provoquant des maux de ventre, voire parfois des vomissements.
Cette constipation peut être soit : Occasionnelle ; Chronique (lorsque les symptômes durent plus de 6 mois).
La détection chez l'enfant
De manière générale, plusieurs signes peuvent alerter les parents lorsque leur enfant est confronté à une constipation :
La production de selles difficiles à éliminer : soit elles sont dures et petites, soit de taille plus importante, entraînant des douleurs abdominales lors de la défécation
Une alternance entre selles liquides
et selles dures : on parle aussi de « fausse diarrhée sur constipation » ;
L'émission de selles quotidiennes mais en quantité insuffisante par rapport à l'apport alimentaire ; La difficulté de déféquer malgré l'envie d'aller à la selle pour l'enfant ;
La présence de selles anormalement dures pendant plusieurs jours ;
Un manque soudain d'appétit, douleurs au niveau de l'estomac, ballonnements au niveau du ventre.
A l'âge des nourrissons, les symptômes caractérisant un état de constipation sont de préférence la dureté des selles (de la taille d'une bille) et les efforts que fait le nourrisson pour les éliminer.
Chez les enfants plus âgés, ce sont surtout des selles espacées dans le temps et de consistance dure qui traduisent une constipation.

Les causes de la constipation

La constipation fonctionnelle
Chez 95% des enfants, la constipation est souvent liée à des problèmes alimentaires et comportementaux (stress, apprentissage de la propreté). Bien que ces épisodes de constipation rendent difficile le quotidien de ces jeunes sujets, ce problème reste plutôt bénin dans la plupart des cas. Aucune lésion de l'intestin ou de maladie grave ne sont à signaler : cette constipation est dite fonctionnelle.
Plusieurs comportements naturels favorisent son déclenchement :
Un apport hydrique insuffisant ;
La prise de certains médicaments ;
Un changement de cadre de vie ;
Un stress émotionnel ou physique ;
Une mauvaise installation de l'enfant sur les toilettes ;
Un apprentissage de la propreté mal conduit ou trop précoce.
La constipation organique
Dans les 5% restants, ce phénomène sous-tend une complication bien plus grave, touchant souvent les nourrissons dès leur plus jeune âge, soit peu de temps après la naissance ou durant les premiers mois de la vie. Cette constipation est plutôt reliée à un trouble physique, un médicament ou bien même une toxine.

On parle ainsi de constipation organique.

Ces causes sérieuses de constipation organique peuvent être liées à :
La maladie de Hirschsprung : une innervation inappropriée du gros intestin ;
Une malformation congénitale de l'anus ou du sphincter de l'enfant ;
Une maladie endocrinienne (troubles hormonaux entraînant une hypothyroïdie) ou neurologique (atteinte de la moelle épinière) ;
Une mucoviscidose ;
Une intoxication à certaines toxines comme le plomb ou bien le botulisme ;
Des médicaments comme les analgésiques puissants appelés opioïdes ;

Evolution de la constipation

Même si une meilleure hygiène de vie associée à un traitement médicamenteux peut permettre d'arrêter la constipation chez l'enfant, des complications peuvent néanmoins se présenter dans quelques
cas :
L'installation d'une occlusion intestinale ;
La présence de fissures anales accompagnée de pertes de sang (sur papier ou dans les toilettes) et de pleurs quand l'enfant va à la selle ;
Des infections urinaires répétées, souvent chez les petites filles et conduisant à des sensations de brûlure. En effet, lorsque les selles stagnent dans le rectum, cela favorise la prolifération de microbes et donc les infections.
Des difficultés à uriner, liées à une compression des voies urinaires exercée par la quantité de selles stockées dans le rectum.
Une incontinence fécale ;
Un prolongement de la constipation jusqu'à l'âge adulte.

Traitement de la constipation

Le traitement de la constipation va dépendre de l'âge de l'enfant ainsi que du type de constipation auquel il est confronté. Ainsi, en cas de constipation dite fonctionnelle, le médecin traitant ou le pédiatre va commencer par ré-ajuster l'équilibre alimentaire de l'enfant en fonction des résultats fournis lors de l'interrogatoire.
Des conseils relatifs à l'hygiène de vie sont aussi fournis aux parents afin d'améliorer le confort de leur enfant.
Si ces mesures ne suffisent pas alors un traitement médicamenteux peut être mis en place sous l'une de ces formes :
Des médicaments osmotiques doux permettant d'hydrater et de ramollir les selles
Des lubrifiants (huile de paraffine par exemple) permettant de favoriser le passage anal, surtout lorsqu'il existe des fissures,Des suppositoires (utilisation restant exceptionnelle) : déclencher la défécation en début de traitement ;
Le recours à un lavement (rarement exploité) :
permettre l'évacuation des selles qui ont longuement stagné dans le côlon.
En cas de constipation dite organique, soit liée à une pathologie grave, le traitement instauré va permettre d'éradiquer la cause de la maladie et pas seulement les symptômes que rencontre l'enfant.
De façon générale, l'adoption d'une bonne hygiène de vie est primordiale pour éviter ce genre de trouble digestif.
Un régime alimentaire diversifié, riche en fibres, un abreuvement suffisant ainsi que la pratique d'une activité physique quotidienne sont des éléments majeurs à prendre en compte pour rester en forme et lutter efficacement contre la constipation.

Dents de lait

LES DENTS de lait apparaissent progressivement chez le nourrisson. La première poussée dentaire survient entre l'âge de 4 et 7 mois. Toutes les dents de lait sont installées avant l'âge de trois ans.
Les poussées dentaires sont généralement à l'origine de plusieurs désagréments passagers chez le nourrisson : douleur, salivation, insomnie, fièvre, etc.
Pour soulager la poussée dentaire, plusieurs mesures sont conseillées comme l'anneau de dentition ou le paracétamol en cas de douleur ou fièvre.
Les dents de lait ont un rôle primordial car elles assurent le développement des dents définitives et sont indispensables pour manger et parler.
Il est important d'en prendre soin, en évitant notamment certains comportements (sucer le pouce ou la tétine) et les caries.
L'adoption de bonnes habitudes dentaires dès le plus jeune âge est indispensable pour la prévention des caries.

Définition et symptômes des dents de lait Qu'est-ce que c'est ?

Lorsque les dents de lait ou premières dents poussent, on parle de « poussée dentaire ».
En effet, les dents prennent naissance dans l'os de la mâchoire. Elles en sortent progressivement pour ensuite traverser la gencive et être visibles dans la bouche. La progression se poursuit jusqu'à ce que la totalité de la dent soit visible.
Les dents de lait débutent leur formation durant la grossesse. Ce qui explique pourquoi certains médicaments sont déconseillés lors de la grossesse et de l'allaitement car ils. peuvent avoir des conséquences néfastes sur la dentition de l'enfant.
La première dent de lait perce généralement aux alentours des 4 à 7 mois. Chez certains enfants, elle apparaît plus tôt, tandis que chez d'autres, elle survient plus tard. Il arrive parfois que des nourrissons aient déjà une dent ou deux à la naissance.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE LA SANTE

DIRECTION DE LA SANTE DE LA WILAYA DE BISKRA
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER DE TOLGA
NIF N° : 000707219006252

AVIS D'ANNULATION D'ATTRIBUTION PROVISOIRE
DU MARCHE N° 01/2026

Conformément à l'article 82 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2024 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public .

Le directeur de l'établissement public hospitalier de Tolga informe tous les soumissionnaires de l'annulation d'attribution provisoire du marché n° 01/2026 concernant l'approvisionnement de l'alimentation selon les lots suivants :

- lot n °01 : Alimentation générale.
- lot n ° 02 : Légumes et fruits.
- lot n ° 03 :Oeufs et Viandes fraiches divers blanches et rouges .
- lot n ° 04 : Pain et Pâtisserie.

Qui a été attribué provisoirement au soumissionnaire :

LOT 01-LOT 02-LOT 03 : Rouag mohamed amine (COMMERCE DE GROS DES PRODUITS LIéS à L'ALIMENTATION HUMAINE)

LOT 04 : Ben dahmane khelifa (BOULANGERIE INDUSTRIELLE)

Publié dans les journaux nationaux suivants :

journal "Akhbar elwatane" en langue arabe paru le 22/02/2026.
-Et le journal" le jeune indépendant " en langue étrangère paru le 19/02/2026.
-le Bulletin officiel des marchés de l'opérateur BOMOP.
- le portail électronique de marches publiques"algatedz"en langue arabe paru le 23/02/2026
- le portail électronique de marches publiques"الجزائر مباشر" en langue étrangère paru le 23/02/2026

Motif d'annulation :

Refus de visa du marché n° 01/2026 en date du 22/04/2026 par la commission des recours des marchés publics de la wilaya de Biskra

les autres soumissionnaires sont invités de se rapprocher de l'établissement (direction des finances et des moyens) au plus tard (03) trois jours à compter du premier jour de publication de l'avis de l'annulation de l'attribution provisoire pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres .

- Les soumissionnaires ont le droit de constater le choix opéré auprès de la commission spécialisée dans un délai de (10) dix jours à compter de la date de parution de cet avis d'annulation dans les journaux quotidiens nationaux et le Bulletin officiel des marchés de l'opérateur BOMOP et inscription sur le portail électronique de marches publiques conformément à l'article 82 du décret présidentiel 15-247 du 16/09/2024 portant la réglementation des marchés publics et des délégations du service public.

Le Jeune Indépendant du 06/07/2026 / ANEP 2616022896

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : SOUK AHRAS

DAIRA : HEDDADA

COMMUNE : KHEDARA

NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE :417002000041033041O9

MISE EN DEMEURE n°01

- Vu la convention visée par le control financier N° 180 le 28/07/2025
  Marche n° 02/2025 le 31/07/2025
  L entreprise BEN SOLTANE DJAMEL EDDINE / Entreprise grande travaux publiques et irrigation . adresse :quartier 1700 logement battement n 59 logement n° : 02 / souk ahras .lie au projet :travaux renouvellement d'un réseau d'achèvement du bassin de filtration du groupement résidentiel boumendjel dens la commune de khedara , est mise en demeure pour augmenter la cadence des travaux pour rattraper le retard et alimenter le chantier en moyens humains , dans un délai de huit 08 jours à compter de la date de parution de la présente mise en demeure dans les quotidiens nationaux.
  Passé le délai accordé, le marché sera résilie unilatéralement au tors exclusif de l'entreprise conformément à la réglementation en vigueur, et elle sera ainsi inscrite sur la liste des entreprises exclues de la participation aux marchés publics.

N°	Entreprise/adresse	Projet et référence du marche	Sujet de la mise en demeure	Observation
02	BEN SOLTANE DJAMEL EDDINE Entreprise grande travaux publiques et irrigation. quartier 1700 logement battement n 59 logement n° : 02 / souk ahras	* travaux renouvellement d'un réseau d'achèvement du bassin de filtration du groupement résidentiel boumendjel dens la commune de khedara* Vu la convention visée par le control financier N° 180 le 28/07/2025 Marche n° 02/2025 le 31/07/2025	- augmenter la cadence des travaux pour rattraper le retard d'exécution. - alimenter le chantier en moyens humains et matériels nécessaire - justifié de passé le délai accordé	01 ers mise en demeure

Le Jeune Indépendant du 06/07/2026 / ANEP 2623004834

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE RELIZANE
DAIRA DE DJDIOUIA
COMMUNE DE HAMRI

CODE FISCALE 098448165141026

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU PROJET

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Le président de l'assemblée populaire communale de hamri informe tous les soumissionnaires Ayant participé à l'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 05/2026 Paru dans deux Journaux nationaux : Le Jeune Indépendant Du : 09/06/2026

Relatif au : *Etude et Suivi et Réalisation et équipement d'une cantine scolaire 100 Repas à l'école chahid ouaddeh benyamina au douar ouled kaddour belhadj (Lot : Réalisation)*

Après ouverture des plis et d'évaluation des offres conformément aux critères prévus au cahier des charges ont donné les résultats suivants :

ENTREPRENEUR	MONTANT TTC (DA)	Délais	CODE FISCALE	O.B.S
Entreprise Travaux Bâtiment TCE - Mansouri Boumedyen -	14 988 347,50 DA	Cinq (05) Mois	185021700189134	Moins Disant

Conformément aux dispositions de l'article 82du décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès du comité de la commune des marchés publics dans un délai de dix (10) jours à compter De la première parution du présent avis dans les journaux nationaux, et le BOMOP et la presse électronique des marche publics .

Si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un Recours sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Le service contractant est tenu d'inviter les soumissionnaires intéressés, de se rapprocher de nos services au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du Projet, à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres.

Le Jeune Indépendant du 06/07/2026 / ANEP 2631010368



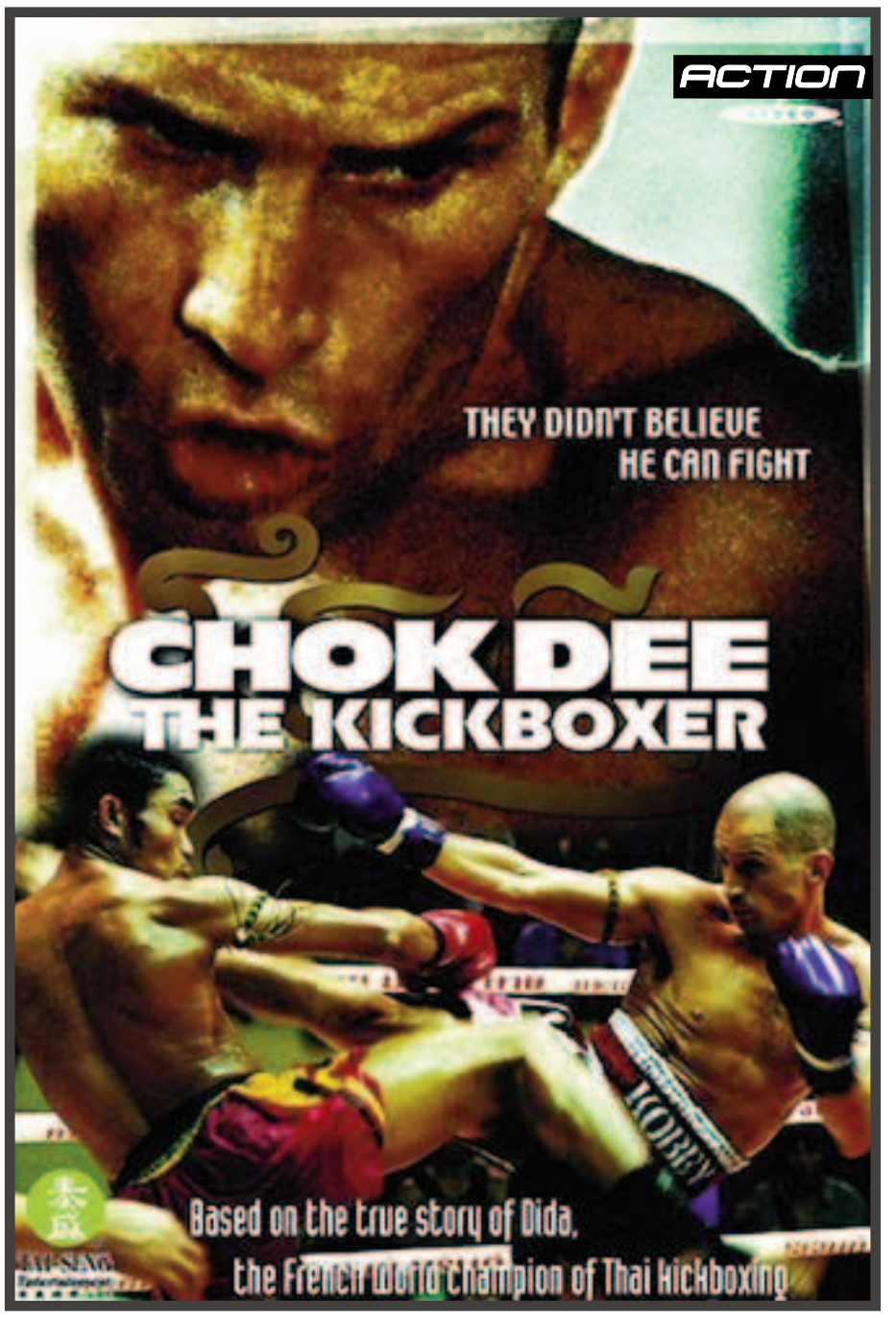




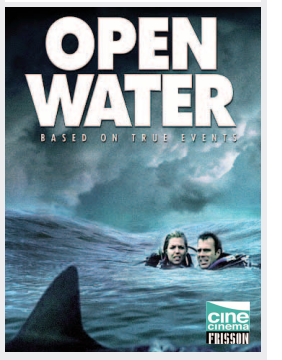




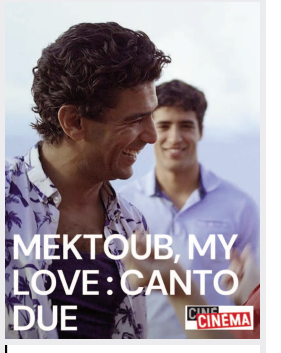




JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h00 Série humoristique France - 2022 — TF1
Camping Paradis

21h00 Série de suspense - Grande-Bretagne 2023 — France 2
Meurtres au paradis

19h00 Football / Coupe du monde — M6
Football. Coupe du monde. 8e de finale.

21h00 Série dramatique - Grande-Bretagne — CANAL+
La ville nous appartient

21h25 Comédie sentimentale — W9
Etats-Unis - Chine - Japon - 2022
Marry Me

20h55 Thriller — CINE + FRISSON
Etats-Unis - 2003
Open Water, en eaux profondes

21h05 Série humoristique — 6ter
France
Kaamelott

21h00 Drame - Etats-Unis 2018 — CINE + PREMIER
A Star is Born

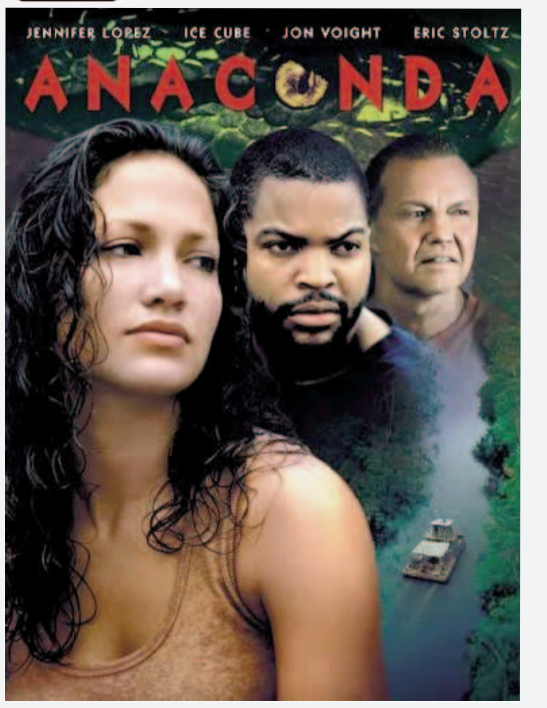
21h00 Sport - 2025 — CANAL+ SPORT
I'm Carl Lewis !

21h00 Cinéma - France 2025 — CINE CINEMA
Mektoub my Love : Canto Due

20h50 Comédie — CANAL+ family
France - 2009
Les beaux gosses

21h25 Film d'animation — TMC
Etats-Unis - 2015
Les Minions

21h00 la chaine ACTION



Film d'horreur (Etats-Unis - Brésil - Pérou1997)

Anaconda, le prédateur

L'éminent anthropologue Steven Cale (Eric Stoltz) et la réalisatrice Terri Flores (Jennifer Lopez) se lancent dans une aventure audacieuse en réalisant un film-documentaire sur une tribu méconnue de l'Amazonie, qui voue un culte aux serpents géants. Alors qu'ils naviguent sur un affluent de l'Amazone, leur expédition prend un tournant inattendu lorsqu'ils découvrent Paul Sarone (Jon Voight), un chasseur de reptiles échoué sur la berge.

23h50

Drame (France - 2005)

Chok Dee

Dans un univers où la rédemption se mêle à la quête de soi, "Chok Dee" plonge au cœur du parcours tumultueux de Ryan, un jeune homme dont les choix erronés l'ont conduit derrière les barreaux. En prison, sa vie prend un tournant inattendu lorsqu'il croise le chemin de Jean (Bernard Giraudeau), un ancien champion de boxe au passé glorieux mais assombri par des démons intérieurs. Jean devient un mentor pour Ryan, lui enseignant non seulement les techniques de la boxe thaïe, mais également les valeurs de respect, de discipline et de persévérance qui l'accompagnent.

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	03:14	12:34	16:25	19:52	21:38
CONSTANTINE	03:21	12:38	16:29	19:55	21:40
ALGER	03:38	12:53	16:42	20:08	21:52
OUARGLA	03:50	12:43	16:24	19:48	21:24
CHLEF	03:44	12:59	16:49	20:15	22:00
MOSTAGANEM	03:50	13:04	16:54	20:19	22:03
ORAN	03:54	13:07	16:56	20:22	22:05

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8531 — LUNDI 6 JUILLET 2026

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	29°	19°
Oran	29°	21°
Constantine	34°	17°
Ouargla	39°	28°

ORIENTATION SCOLAIRE

Ce qu'il faut savoir avant de choisir sa filière

À l'heure où les conseils de classe arrêtent les décisions d'orientation, des milliers de familles s'interrogent sur l'avenir scolaire de leurs enfants. Entre critères pédagogiques, rôle des conseils de classe, procédures de recours et implication des parents, le conseiller en orientation Kamel Nouari apporte des précisions sur les mécanismes qui encadrent cette opération et rappelle que l'orientation constitue une étape déterminante dans le parcours scolaire des élèves.



Chaque fin d'année scolaire ravive les mêmes interrogations chez les parents d'élèves : quelle filière choisir ? Comment sont prises les décisions d'orientation ? Peut-on contester une affectation ? Autant de questions auxquelles répond le conseiller en orientation, Kamel Nouari, qui rappelle que l'orientation scolaire ne relève ni du hasard ni d'une simple préférence, mais obéit à des critères pédagogiques précis.
Contacté par *Le Jeune Indépendant*, M. Nouari explique d'emblée que le processus d'orientation scolaire repose avant tout sur un système informatique chargé de classer les élèves selon des critères pédagogiques bien définis.
Pour les élèves de quatrième année moyenne, le classement est établi à partir de la moyenne obtenue au Brevet d'enseignement moyen (BEM) ainsi que de la moyenne d'admission en première année secondaire. Les élèves de première année secondaire sont, quant à eux, classés selon leur moyenne annuelle.
Le conseiller précise également que le système prévoit un traitement particulier pour les meilleurs éléments. Les 10 % des élèves les mieux classés parmi les admis en première année secondaire, à l'échelle de chaque circonscription, bénéficient d'une orientation spécifique. De leur côté, les 5 % des meilleurs élèves du tronc commun accèdent à la deuxième année secondaire en tenant compte de leur premier choix de filière. Les autres élèves sont orientés en fonction des moyennes obtenues dans les matières retenues pour chaque groupe d'orientation.
Kamel Nouari rappelle que l'affectation des élèves repose sur des règles strictes. Au-delà de la capacité d'accueil des établissements, qui demeure un critère incontournable, les résultats scolaires sont déterminants : aucun élève ne peut intégrer une filière si sa moyenne est inférieure à 5/20 dans la matière principale d'orientation.
Pour Kamel Nouari, l'objectif est de concilier les résultats scolaires des élèves avec les capacités d'accueil des établissements. Une autre règle essentielle concerne les élèves du tronc commun Sciences et Technologie. Ceux qui obtiennent une moyenne égale ou supérieure à 10/20 en mathématiques et en sciences physiques sont automatiquement orientés vers les filières Mathématiques ou Technique-Mathématiques. Ces critères, explique-t-il, visent à assurer une meilleure adéquation entre les aptitudes des élèves et les exigences des différentes spécialités. Contrairement à une idée largement répandue, le conseil de classe ne prononce pas la décision définitive d'orientation. Le directeur de l'établissement présente aux membres du conseil les propositions générées par la plateforme numérique. Si les enseignants estiment qu'une modification est nécessaire, celle-ci doit être dûment justifiée et consignée dans un procès-verbal.
Le dossier est ensuite transmis au Conseil d'admission et d'orientation, qui statue définitivement. Cette instance, réunie entre le 28 juin et le 9 juillet, examine l'ensemble des propositions avant de valider les orientations définitives et de les enregistrer sur la plateforme numérique. Les décisions sont communiquées aux familles lors de la remise des bulletins du troisième trimestre. Elles sont également affichées dans les établissements et publiées sur l'espace numérique dédié aux parents.
En cas de désaccord, les parents disposent d'un droit de recours. Les demandes, accompagnées des justificatifs nécessaires, sont examinées par une commission spécialisée. Elles peuvent être acceptées lorsqu'une place est disponible dans la filière sollicitée ou lorsque les conditions pédagogiques requises sont réunies. Les familles disposent d'une période relativement large pour contester ces décisions, les recours étant ouverts du 10 juillet au 8 septembre 2026.
Au-delà de ces formalités administratives, Kamel Nouari insiste sur l'importance du soutien familial Il appelle les parents à accompagner leurs enfants dans leur réflexion, en tenant compte de leurs résultats scolaires, mais aussi de leurs aptitudes et de leurs centres d'intérêt, afin d'éviter des choix dictés uniquement par des considérations sociales ou par la réputation de certaines filières. «Une orientation réussie est souvent le premier pas vers un parcours scolaire épanoui et une insertion professionnelle réussie», souligne le conseiller en orientation, convaincu qu'un choix réfléchi aujourd'hui peut ouvrir de meilleures perspectives pour l'avenir.

Lynda Louifi

HADJ 2027

Ouverture des candidatures pour les agences de voyages

L'OFFICE national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) a annoncé l'ouverture de la procédure de candidature destinée aux agences de tourisme et de voyages souhaitant participer à l'organisation du Hadj 1448H/2027. Les inscriptions et le retrait du cahier des charges débuteront ce dimanche 6 juillet.
Selon un communiqué de l'établissement, les agences intéressées pourront procéder à leur inscription et au retrait du cahier des charges à partir du 6 juillet 2026, via le portail algérien du Hadj ainsi que sur le site officiel de l'ONPO.
Les dossiers de candidature devront être déposés manuellement, sous pli fermé portant la mention «Organisation de l'opération du Hadj – Saison 1448H/2027» ainsi que le nom de la wilaya où se trouve le siège principal de l'agence. Ils seront remis à l'ONPO, Direction des activités du Hadj, sous-direction de l'organisation des activités du Hadj, sis rue Mohamed Alilat, à proximité de la mosquée Abdelhamid Ben Badis, à El Kouba (Alger).
Le dépôt des dossiers débutera le 7 juillet 2026. Il est conditionné par le versement d'un montant de 5 000 DA sur le compte de l'office auprès de la Banque nationale d'Algérie (BNA). L'ONPO précise enfin que la date limite de réception des dossiers de candidature est fixée au 13 juillet 2026 à 12h00.

M. B.

PASTÈQUES
L'alerte qui inquiète

A LA SUITE des cas d'intoxication liés à la consommation de pastèque, l'Association nationale de protection et d'orientation du consommateur et de son environnement (APOCE) alerte sur un danger moins visible, celui des résidus de pesticides et de nitrates. Elle appelle au renforcement des contrôles et rappelle que la sécurité alimentaire repose avant tout sur la prévention.
Si les intoxications aiguës ayant fait l'actualité ces derniers jours sont, dans la plupart des cas, d'origine bactérienne et provoquées par de mauvaises conditions d'hygiène, de conservation, de transport ou de commercialisation, l'association avertit qu'un autre danger, beaucoup moins visible, menace également la santé des consommateurs.
Selon l'APOCE, les intoxications aiguës se manifestent rapidement par des symptômes parfois sévères. Elles résultent généralement d'une contamination microbienne survenue au cours de la chaîne de production ou de distribution. Mais l'association insiste surtout sur un risque «silencieux» : les intoxications chroniques provoquées par l'utilisation excessive de pesticides, d'engrais chimiques et notamment d'engrais azotés.
Contrairement aux intoxications alimentaires classiques, ce type d'exposition ne provoque pas de symptômes immédiats. Les substances chimiques peuvent s'accumuler progressivement dans l'organisme pendant plusieurs années avant de produire leurs effets sur la santé, avertit l'association.
L'APOCE rappelle également qu'il est impossible de détecter une concentration élevée de nitrates à l'œil nu. «Ni la couleur, ni le goût, ni l'aspect de la pastèque ne permettent de savoir si elle contient des niveaux anormaux de nitrates», souligne-t-elle. Seules des analyses réalisées dans des laboratoires agréés peuvent confirmer la conformité du produit. L'association appelle ainsi les citoyens à ne pas céder aux rumeurs et aux informations non fondées qui circulent sur les réseaux sociaux.
Face à cette situation, l'APOCE recommande aux consommateurs de privilégier les points de vente fiables, de laver soigneusement les pastèques avant leur découpe, d'utiliser des ustensiles propres et de conserver les fruits au réfrigérateur après ouverture.
L'association appelle également les pouvoirs publics à agir en amont en rationalisant l'usage des pesticides et des engrais chimiques, en multipliant les contrôles sur le terrain et les analyses de laboratoire, tout en appliquant avec fermeté la réglementation à l'encontre des contrevenants.

A. D.